



Équipe de droit international, européen et comparé – (EDIEC) – EA 4185

Rapport d'activité 2014



Lyon : Équipe de droit international, européen et comparé, décembre 2014

Document disponible sur le site web de l'Équipe de droit international, européen et comparé, à l'adresse : <http://ediec.univ-lyon3.fr/presentation/rapports-dactivite>.

Reproduction et impression autorisées, moyennant mention de la source.

Fiche catalographique : ISSN 2778-2530

Équipe de droit international, européen et comparé

Rapport d'activité 2014

Lyon : Équipe de droit international, européen et comparé
2014 – 65 p. – 21 x 29,7 cm

Directrice de publication : Frédérique Ferrand, Professeur des universités, Agrégée de droit privé, Directrice de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé, Directrice de l'Institut de Droit Comparé Édouard Lambert, Membre de l'Institut Universitaire de France | **Réalisation, édition, photographies (sauf mention expresse) :** Véronique Gervasoni, Ingénieur d'études, Responsable administrative et responsable d'édition de l'EDIEC.

Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit

Équipe de droit international, européen et comparé – EDIEC, EA n° 4185

15 quai Claude Bernard, BP 0638, 69239 Lyon Cedex 02

BP 0638 – 69239 Lyon Cedex 02 – Tél. : ++ 00 / 33 478 787 251 – Fax : ++ 00 / 33 478 787 466

Courriel : ediec@univ-lyon3.fr – Web : <http://ediec.univ-lyon3.fr>



**Équipe de droit international,
européen et comparé – (EDIEC) – EA 4185**

Rapport d'activité 2014

SOMMAIRE

1. PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES	7
1.1. Monographies	7
1.2. Focus : <i>Les Grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne</i> , 2 ^e édition	8
1.3. Rapports de recherche / Expertises	9
1.4. Collections éditoriales des centres / Directions éditoriales des membres de l'EDIEC	10
1.4.1. Collection « Cahiers de droit international » – Bruylant	10
1.4.2. Collection « Centre d'Études Européennes de l'Université Jean Moulin Lyon 3 » – Bruylant	11
1.4.3. Coordinations / Directions éditoriales des membres de l'EDIEC	12
1.5. Collaborations avec les périodiques juridiques	15
1.5.1. Collaborations avec la <i>Revue trimestrielle de droit européen (RTD Eur., Dalloz)</i>	15
1.5.2. Collaborations avec la <i>Revue Lamy Droit des affaires (RLDA)</i>	15
1.5.3. Collaboration avec la <i>Zeitschrift für das Gesamte Familienrecht (FamRZ, Giesecking)</i>	15
1.5.4. Collaboration avec la <i>Zeitschrift für Zivilprozess International (ZZPInt, Carl Heymanns)</i>	15
1.6. Articles / Études / Contributions à des ouvrages collectifs	16
1.7. Comptes rendus d'ouvrages	34
2. RÉSEAUX ET PROGRAMMES SCIENTIFIQUES	35
2.1. Participation au Groupement de recherche RUEDELS	35
2.2. Collaboration(s) avec le Groupement d'intérêt public Mission de recherche Droit et Justice (GIP Justice)	36
2.3. Programme Jean Monnet (<i>Lifelong Learning Programme, Key Activity 1</i>) « Les frontières du droit international privé européen » (1 ^{er} septembre 2013 – 31 août 2014)	37
3. OPÉRATIONS SCIENTIFIQUES : SUIVI 2013 ET ORGANISATION 2014	40
3.1. Colloques, workshops, journées d'études, ateliers de recherche et conférences	40
3.2. Communications à des colloques, journées d'études, conférences et séminaires	44
4. ORGANISATION ET VIE DE L'EDIEC	49
4.1. Soutenances de thèses	49
4.2. Prix et distinctions	50
4.3. Support pour les masters et les doctorats	51
4.3.1. Masters	51
4.3.2. Doctorats	51
4.4. Documentation scientifique	52
4.4.1. Fonds documentaire du Centre d'Études Européennes	52
4.4.2. Fonds documentaire de l'Institut de Droit Comparé Édouard Lambert	53
4.5. Site web	56
4.6. Moyens financiers (budget primitif 2015)	57
ANNEXES	59
ORGANIGRAMME DE L'ÉQUIPE	60
STATUTS DE L'ÉQUIPE	61
MEMBRES DU CENTRE DE DROIT INTERNATIONAL (CDI)	62
MEMBRES DU CENTRE DE RECHERCHE SUR LE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ (CREDIP)	63
MEMBRES DU CENTRE D'ÉTUDES EUROPÉENNES (CEE)	64
MEMBRES DE L'INSTITUT DE DROIT COMPARÉ ÉDOUARD LAMBERT (IDCEL)	65

1. PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES

Les membres titulaires des quatre centres de recherche de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé et les enseignants-chercheurs qui leur sont associés (cf. *Annexes*, pp. 60, 62-65) ont collaboré à la rédaction des ouvrages et des contributions qui suivent.

1.1. Monographies

BERGÉ (J.-S.) / dir. – *L'autre droit (européen et international) des contrats ?* (contributions de **M. Karpenschif**, **M. Laazouzi**, F. Marchadier, **C. Nourissat**, G. Pignarre, A. Tenenbaum, J.-P. Marguénaud). – Actes de la journée d'études (EDIEC – EDD – CREDIP), Lyon, 13 décembre 2013. – *Revue des contrats* 2014, n° 3, p. 537-582.

DEBARD (T.). – *Lexique de termes juridiques 2014/2015* / codir. S. Guinchard. – 22^e éd. – Paris : Dalloz, 2014. – 1 070 p.

GRANGEON (J.). – *La réparation du dommage concurrentiel saisie par le droit de l'Union européenne. Approche comparative.* – Mémoire de Master 2 recherche Droit européen des affaires / dir. Éric Carpano. – Lyon : EDIEC, 2014. – 80 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 6). – Document disponible sur le site web de l'EDIEC, à l'adresse : <http://ediec.univ-lyon3.fr/publications>.

KARPENSCHIF (M.), NOURISSAT (C.) / dir. – *Les Grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne.* – 2^e éd. mise à jour. – Paris : PUF, 2014. – 515 p. – (Thémis). – Cf. **Focus**, § 1.2, p. 8.

FERRAND (F.).

- *Procédure civile. Droit interne et droit de l'Union européenne* (avec S. Guinchard et C. Chainais). – 32^e éd. – Paris : Dalloz, 2014. – 1584 p. – (Précis.)

- *Droit et pratique de la procédure civile 2014-2015*, rédaction de tous les passages de droit de l'Union européenne. – Paris : Dalloz, 2014. – 1984 p. – (Dalloz Action.)

MARTI (G.). – *Le fait religieux en droit public* (avec F. Grabias et L. Seurot). – Nancy : Presses universitaires de Nancy, 2014. – 328 p.

SMOLINSKA (A.M.). – *Le droit de la mer entre universalisme et régionalisme.* – Bruxelles : Bruylant, 2014. – 420 p. – (Cahiers de droit international ; n° 9.)

SOLDATOS (P.). – *Chroniques sur une Union européenne en mal de réforme. Repères d'orientation critique.* – Louvain-la-Neuve : Academia, 2014. – 208 p.



1.2. Focus : Les Grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne, 2^e édition

Ainsi que ses directeurs, Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat, l'ont proposé en conseil de direction le 23 septembre 2013, la deuxième édition revue et augmentée de l'ouvrage *Les Grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne (GAJUE)*, est désormais placée sous les auspices de l'EDIEC (du CEE auparavant). Les droits d'auteurs et les droits SOFIA seront ainsi crédités sur le compte budgétaire de l'équipe et affectés aux dépenses communes.

L'Équipe remercie chaleureusement les enseignants-chercheurs titulaires et associés, publicistes et privatistes, qui ont accepté de prendre part à cette nouvelle édition :

- **Louis d'AVOUT**, Professeur de droit privé, Univ. Paris 2 – Panthéon-Assas, Membre associé du CREDIP
- **Mathieu CARDON**, Maître de conférences en droit public, CEE
- **Éric CARPANO**, Professeur de droit public, CEE
- **Thierry DEBARD**, Professeur de droit public, CEE
- **Frédérique FERRAND**, Professeur de droit privé, Directrice de l'[EDIEC](#), Directrice de l'[IDCEL](#), Membre de l'Institut Universitaire de France
- **Christine FERRARI-BREEUR**, Maître de conférences en droit public, Directrice adjointe du CEE
- **Michaël KARPENSCHIF**, Professeur de droit public, Directeur du CEE
- **Bernadette LE BAUT-FERRARESE**, Maître de conférences en droit public, CEE
- **Efthymia LEKKOU**, Maître de conférences en droit public, CEE
- **Kiara NERI**, Maître de conférences en droit public, CDI
- **Cyril NOURISSAT**, Professeur de droit privé, Directeur du CREDIP
- **Jacques PERTEK**, Professeur honoraire de droit public à l'Université Jean Moulin Lyon 3
- **Hélène SURREL**, Professeur de droit public à SciencesPo Lyon, Membre associé du CEE
- **Jean-Pierre VIENNOIS**, Professeur de droit privé, CEE
- **Melchior WATHELET**, Avocat général à la Cour de justice de l'Union européenne, Professeur aux universités de Liège, de Louvain, de Bourgogne et ancien Professeur à l'Université Jean Moulin Lyon 3, Membre associé du CEE
- **Véronique GERVASONI**, Responsable administrative et éditoriale de l'EDIEC.

LE GAJUE EN CHIFFRES	
1 ^{re} édition : 2010 (CEE)	2 ^e édition : 2014 (EDIEC)
100 arrêts commentés	108 arrêts commentés
420 pages	515 pages
407 pages de commentaires	469 pages de commentaires
	Le plus : <i>L'Index alphabétique de la jurisprudence citée, soit plus d'un millier de décisions.</i>

1.3. Rapports de recherche / Expertises

BERGÉ (J.-S.). – Mission d’expertise au titre d’un programme européen de jumelage du Centre de recherches juridiques et judiciaires (Alger) avec différents partenaires français (notamment : ENM – GIP Justice – GDR CNRS ELSJ). – Algérie, février et avril 2014.



La rupture du mariage en droit comparé. Rapport final pour la Mission Droit et Justice (Ministère de la Justice / CNRS) / dir. Frédérique Ferrand et Hugues Fulchiron. – Paris : GIP-Justice, octobre 2013. – 758 p. – (Contrat de recherche codirigé par l’**IDCEL** et le Centre de droit de la famille de Lyon 3 ; Convention n° 212.01.18.15.)

Les travaux du rapport ont servi d’appui au colloque « Le divorce en Europe » (CDF, IDCEL et 1^{ère} chambre civile de la Cour de cassation), qui s’est tenu à la Cour de cassation, le 6 novembre 2014.

1.4. Collections éditoriales des centres / Directions éditoriales des membres de l'EDIEC

1.4.1. Collection « Cahiers de droit international » – Bruylant

N° 9. – **SMOLINSKA (A.M.)**. – *Le droit de la mer entre universalisme et régionalisme*. – Bruxelles : Bruylant, 2014. – 420 p.

N° 8. – *L'environnement et la Convention européenne des droits de l'homme* / dir. Loïc Robert. – Bruxelles : Bruylant, 2013. – 244 p.

N° 7. – **AIVO (G.)**. – *Le statut de combattant dans les conflits armés non internationaux*. – Bruxelles : Bruylant, 2013. – 514 p.

N° 6. – **NERI (K.)**. – *L'emploi de la force en mer*. – Bruxelles : Bruylant, 2012. – 628 p.

N° 5. – *La régionalisation du droit international* / dir. Stéphane Doumbé-Billé. – Bruxelles : Bruylant, 2012. – 418 p.

N° 4. – **ALEXANDRE (A.-G.)**. – *Risques environnementaux. Approche juridique et assurantielle : Europe et Amérique du Nord*. – Bruxelles : Bruylant, 2012.

N° 3. – *Justice et solidarité* / dir. Stéphane Doumbé-Billé. – Bruxelles : Bruylant, avril 2012. – 314 p.

N° 2. – **METOU (B. M.)**. – *Le rôle du juge dans le contentieux international. Cas de la Cour internationale de justice*. – Bruxelles : Bruylant, 2012. – 626 p.

N° 1. – *Nouveaux droits de l'homme et internationalisation du droit* / dir. Stéphane Doumbé-Billé. – Bruxelles : Bruylant, 2012. – 280 p.



1.4.2. Collection « Centre d'Études Européennes de l'Université Jean Moulin Lyon 3 » – Bruylant

N° 9 (à paraître). – *Les transitions énergétiques dans l'Union européenne* / dir. Bernadette Le Baut-Ferrarese. – Bruxelles : Bruylant, 2015.

N° 8. – *Réalisations et défis de l'Union européenne. Droit-politique-économie. Mélanges en hommage à Panayotis Soldatos* / préface de Christian Philip. – Bruxelles : Bruylant, 2012. – 609 p.

N° 7. – *Le revirement de jurisprudence en droit européen* / dir. Éric Carpano ; préface de Michaël Karpenschif. – Bruxelles : Bruylant, 2012. – 430 p.

N° 6. – *La directive « services », en principe(s) et en pratique* / dir. Christine Ferrari-Breur ; préface de Michel Barnier. – Bruxelles : Bruylant, 2011. – 301 p.

N° 5. – *Quelle relance de la construction européenne ?* / dir. Christian Philip, Panayotis Soldatos. – Bruxelles : Bruylant, 2008. – 258 p.

N° 4. – *La Convention sur l'avenir de l'Europe* / dir. Christian Philip, Panayotis Soldatos. – Bruxelles : Bruylant, 2004. – 236 p.

N° 3. – *La défense européenne* / dir. Joëlle Le Morzellec, Christian Philip. – Bruxelles : Bruylant, 2003. – 274 p.

N° 2. – *Les effets des jugements nationaux dans les autres États membres de l'Union européenne.* – Bruxelles : Bruylant, 2001. – 250 p.

N° 1. – *Les procédures de révision des traités communautaires.* – Bruxelles : Bruylant, 2001. – 164 p.



1.4.3. Coordinations / Directions éditoriales des membres de l'EDIEC

Louis d'AVOUT

- Co-responsable de la revue des ouvrages de la *RTD Civ.* (Dalloz, depuis 2011).
- Membre du Comité français de droit international privé et du Haut conseil allemand pour le droit international privé (*deutscher Rat für Internationales Privatrecht*).

Jean-Sylvestre BERGÉ

- Membre du Conseil scientifique de la revue *Droit de l'immatériel* (Lamy).
- Membre du Comité de rédaction de la *RTD Eur.* (Dalloz).
- Coordinateur de la rubrique EDIEC « Comptes rendus d'ouvrages », *RTD Eur.* (Dalloz).
- Membre du Comité de rédaction de la *Revue internationale de droit comparé* (Société de Législation Comparée).
- Membre de l'Advisory Board, *Spanish Yearbook of International Law*.
- Membre du Comité scientifique de la Fondation Varenne (spécialité Droit européen).
- Co-responsable de la chronique de droit européen des contrats (UE – CEDH), *Revue de contrats* (LGDJ ; depuis 2003).
- Responsable de la chronique annuelle « Interactions du droit international et européen », *Journal du droit international* (LexisNexis ; depuis 2009).
- Coordinateur de la Chronique EDIEC annuelle « Jurisprudence judiciaire française intéressant le droit de l'Union européenne », *RTD Eur.* (Dalloz).
- Directeur de collection aux éditions Dalloz.

Éric CARPANO

- Directeur scientifique de la Chronique « Droit européen du marché intérieur », *Revue Lamy Droit des affaires (RLDA)*.

Frédérique FERRAND

- Coresponsable avec le Prof. G. Rouhette de la rubrique « Justices du Monde » de la revue *Justices* puis de la *Revue générale des Procédures* (1994-2000).
- Membre du Conseil scientifique de la revue *Droit et Procédures* (depuis 2002).
- Coresponsable avec G. Mecarelli de la rubrique internationale de la revue *Droit et Procédure* (depuis 2002).
- Correspondante pour la France des revues allemandes :
 - . *Zeitschrift für Europäisches Privatrecht (ZEuP)*, revue de droit privé européen (depuis 1992) ;
 - . *Zeitschrift für Zivilprozess International (ZZP Int.)*, revue de procédure civile internationale (depuis 1995) ;
 - . *Zeitschrift für Familienrecht (FamRZ)*, revue de droit de la famille (depuis 1999).
- Correspondante pour la France de la revue anglaise de droit de la famille *Child and Family Law Quarterly* (depuis 2007).
- Membre du Comité de rédaction de la *Revue internationale de droit processuel* (depuis 2011).
- Membre du Conseil scientifique de la collection « Croisée des droits », Bruylant (depuis 2013).

- Membre du Conseil scientifique de la *Montesquieu Law Review* (études de droit français en anglais) (depuis 2014).

Christine FERRARI-BREEUR

- Codirectrice scientifique de la revue *Juris Art etc.* (Dalloz).

Albane GESLIN

- Membre du comité scientifique de la revue *Mots. Les langages du politique*, ENS Editions.

Michaël KARPENSCHIF

- Directeur de la collection « Centre d'Études Européennes de l'Université Jean Moulin Lyon 3 » (Bruylant).
- Directeur de la série « Concurrence » de la collection *Masters* (Larcier).
- Codirecteur scientifique de l'hebdomadaire *La Semaine juridique Administrations et collectivités territoriales, JCP A* (LexisNexis).
- Membre du Comité de rédaction du mensuel *ACCP (Contrats publics. L'actualité de la commande et des contrats publics)*, Le Moniteur).

Malik LAAZOUZI

- Co-titulaire de la Chronique « Contrats internationaux », *Revue des contrats* (LGDJ) depuis 2009.

Gaëlle MARTI

- Membre du comité de rédaction de la revue *Civitas Europa*.

Cyril NOURISSAT

- Codirecteur du *Jurisclasseur Europe Sources et Textes*.
- Membre du Comité de rédaction de la revue *Procédures* (éd. *JurisClasseur*) depuis 2003.
- Membre du Conseil scientifique de la *Revue Lamy Droit des affaires* depuis 2007.
- Membre du Comité scientifique de la revue *Deffrénois* depuis 2008.
- Responsable de la chronique trimestrielle « Droit processuel de la concurrence », *Revue Lamy de Droit de la concurrence* depuis 2004.
- Responsable de la chronique trimestrielle « Droit international et européen des contrats d'affaires », *Revue Lamy Droit des affaires* depuis 2007.
- Titulaire de la chronique trimestrielle de Droit pénal européen, *Revue pénitentiaire et de droit pénal* depuis 2005.
- Co-titulaire de la chronique semestrielle de « Droit du commerce international » à la *Semaine juridique*, éd. Générale.
- Co-directeur de la chronique annuelle de « Droit international privé notarial » à la *Semaine juridique*, éd. *Notariale* (depuis 2010).

Blanche SOUSI

- Directeur de publication de *Banque-Notes, La Lettre trimestrielle du [Centre européen de recherches en banque et finance](#)*.

Hélène SURREL

- Titulaire de la chronique trimestrielle « Conseil constitutionnel et jurisprudence de la CEDH », *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*.
- Co-direction, avec C. Maubernard, de la chronique de jurisprudence annuelle « Les juridictions de l'Union européenne et les droits fondamentaux », *Revue trimestrielle des droits de l'homme*.

Édouard TREPPOZ

- Co-titulaire de la Chronique « Contrats internationaux », *Revue des contrats* (LGDJ) depuis 2009.
- Titulaire de la Chronique « Droit européen de la propriété intellectuelle », *RTD Eur.* (Dalloz), depuis 2010.
- Codirecteur scientifique de la revue *Juris Art etc.* (Dalloz).

1.5. Collaborations avec les périodiques juridiques

1.5.1. Collaborations avec la *Revue trimestrielle de droit européen* (RTD Eur., Dalloz)



Depuis septembre 2011, l'EDIEC est en charge de la rubrique en ligne « **Recensions** » annonçant les nouvelles parutions des éditeurs en droit européen. Les ouvrages reçus sont répartis par le Professeur Jean-Sylvestre Bergé entre les différents chroniqueurs et font l'objet soit d'une information de parution les signalant à l'attention des lecteurs (« **Ouvrages reçus** »), soit d'un commentaire complet (« **Ouvrages commentés** »).



Parallèlement, le Professeur Bergé dirige, pour le compte de l'Équipe, depuis 2012, la chronique annuelle de cette revue qui est consacrée à la **jurisprudence judiciaire française intéressant le droit de l'Union**.

1.5.2. Collaborations avec la *Revue Lamy Droit des affaires* (RLDA)



Sous la direction scientifique du Professeur Éric Carpano, une chronique « **Droit européen du marché intérieur** » est inaugurée à la *Revue Lamy Droit des affaires* (n° 71, mai 2012, rubrique Repères), rédigée par les enseignants-chercheurs et les doctorants du Centre d'Études Européennes.

La chronique « **Droit international et européen des contrats d'affaires** », dirigée par le Professeur Cyril Nourissat, est rédigée par les enseignants-chercheurs et les doctorants de l'Équipe de droit international, européen et comparé.

1.5.3. Collaboration avec la *Zeitschrift für das Gesamte Familienrecht* (FamRZ, Giesecking)



La chronique de droit français est rédigée chaque année en allemand par **Laurence Francoz Terminal** et **Frédérique Ferrand**.

1.5.4. Collaboration avec la *Zeitschrift für Zivilprozess International* (ZZPInt, Carl Heymanns)



La chronique annuelle sur l'évolution du droit français de la procédure est rédigée par **Frédérique Ferrand**, membre du conseil scientifique pour la France de cette revue.

1.6. Articles / Études / Contributions à des ouvrages collectifs

ADALID (S.). – « La question préjudicielle et la motivation des arrêts », p. 440-444 in : Chr. EDIEC Jurisprudence judiciaire française intéressant le droit de l'Union, année 2013 / dir. scientif. Jean-Sylvestre Bergé. – *RTD Eur.* 2014/2.

AÏVO (G.).

- « Les recours individuels devant le juge constitutionnel béninois », p. 535-565 in : *La Constitution béninoise du 11 décembre 1990 : un modèle pour l'Afrique ? Mélanges en l'honneur de Maurice Ahanhanzo-Glélé.* – Paris : L'Harmattan, 2014. – 800 p.
- La question du régime juridique des déplacés environnementaux. – *Revue africaine de la démocratie et de la gouvernance*, vol. 2, octobre 2014.
- Rapports entre la sécurité et le développement durable ». – *Journal du CDI*, mai 2014.
- Le rôle des accords spéciaux dans la rationalisation des conflits armés non internationaux. – *Revue québécoise de droit international*, vol. 27. 1, 2014, à paraître.
- « Le développement à l'épreuve des conflits armés en Afrique », in Colloque SFDI, *Droit international et développement*, 22-24 mai 2014, à paraître.

ANOU (G.).

- L'OHADA, un passé, un présent et un avenir : rapport de synthèse du coordinateur scientifique du colloque. – *Lexbase Hebdo – Edition Professions*, 5 juin 2014, n° 173.
- Le droit de l'Union européenne et le droit international de l'investissement, à paraître.
- L'obligation de bonne foi dans le droit OHADA : analyse à partir de la vente commerciale, *Mélanges en l'honneur de Paul-Gérard Pougoué*, sous presse, à paraître.

AVOUT (L. d').

- Comm. CJCE, 27 sept. 1988, *The Queen c/ H.M. Treasury and Commissioners of Inland Revenue, ex parte Daily Mail and General Trust plc (Daily Mail)*, aff. 81/87. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 34, cjt avec n^{os} 59 et 88, p. 163-177.
- Comm. CJCE, 9 mars 1999, *Centros Ltd c/ Erhvervs- og Selskabsstyrelsen (Centros)*, aff. C-212/97. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 59, cjt avec n^{os} 34 et 88, p. 163-177.
- Comm. CJCE, Gde Ch., 16 déc. 2008, *Cartesio Oktató és Szolgáltató bt*, aff. C-210/06. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 88, cjt avec n^{os} 34 et 59, p. 163-177.
- Droit du commerce international août 2013-juill. 2014 (avec S. Bollée). – *D.* 2014. 1967-1980.
- La "reconnaissance" de la filiation issue d'une gestation pour autrui à l'étranger, après les arrêts *Menesson* et *Labassée*. – *D.* 2014. 1806-1810.
- La liberté d'entreprendre au bûcher ? Retour sur une critique récente de la jurisprudence du Conseil constitutionnel. – *D.* 2014. 1287-1292.
- Cessation des relations contractuelles. – *Droit maritime français* 2014, n° HS 18, p. 60-61.

BARBA (M.). – « La directive n° 93/13/CEE ou l'enfant terrible du juge européen ». Note ss CJUE, 4^e ch., 30 avr. 2014, *Arpad Kasler et Hajnalka Kaslerne Rabai c/ OTP Jelzalogbank Zrt*, aff. C-26/13, in Chr. Droit international et européen des contrats d'affaires / dir.

scientif. C. Nourissat. – *RLDA* 2014/95, Repères n° 5216 (p. 53-58).

BERGÉ (J.-S.).

- Le contrat européen au pays du « commerce de gros ». – *Revue des contrats*, n° 2014/4, p. 760-761.
- « Existence et exercice des droits subjectifs et libertés de circulation : l'hypothèse (à nouveau) d'un rapport de mise en œuvre », p. 139-158 in : *L'unité des libertés de circulation. In varietas concordia* / dir. E. Dubout et A. Maitrot de la Motte. – Bruxelles : Bruylant-Larcier, 2013. – 472 p.
- « Protection internationale et européenne de la propriété intellectuelle. Sources. Principes. Contextes de mise en œuvre ». – *JurisClasseur Droit international*. – Fascicule 572-115. – 49 p. – février 2014.
- Juge compétent, atteinte au droit d'auteur par Internet et territorialité : éloge du minimalisme juridique. Comm. CJUE, 3 oct. 2013, *Pinckney*, aff. C-170/12. – *Légipresse*, février 2014, p. 88-93.
- « Préface », p. 1- 3 in : *Les actions en justice au-delà de l'intérêt personnel* / dir. I. Omarjee et L. Sinopoli. – Paris : Dalloz, 2014.
- « Préface », p. 1-3 in : G. Julia. – *L'œuvre de magie et le droit*. – thèse. – Bruxelles : Larcier, 2014. – 536 p.
- « Droit international privé et approche contextualisée des cas de pluralisme juridique mondial ». – Contribution aux *Mélanges Bernard Audit*, p. 61-81 in : *Les relations privées internationales* / dir. L. d'Avout, D. Bureau et H. Muir Watt. – Paris : Lextenso, 2014.
- Les rapports UE et CESDHLF en matière de coopération judiciaire civile : entre rétrospective et prospective. – *RTD Eur.* 2014/2, p. 361-373.
- « Le règlement Bruxelles I Bis au regard de la future adhésion de l'UE à la CESDHLF », p. 317-333 in : *Commentaire du Règlement de Bruxelles 1 bis* / dir. E. Guinchard. – Bruxelles : Bruylant, 2014. Pour une version augmentée : Les rapports UE et CESDHLF en matière de coopération judiciaire civile : entre rétrospective et prospective. – *RTD Eur.* 2014/2, p. 361-373.
- Applying the Law in the National, International and European Context: The Comparison Step (1/3) (avec G. Helleringer). – *Oxford Legal Studies Research Paper No. 35/2014*. Available at SSRN: <http://ssrn.com/abstract=2462739>.
- « L'hypothèse d'une standardisation de la pensée juridique comme forme de standardisation internationale privée du droit », p. 27-34 in : *Les aspects juridiques de la standardisation internationale privée* / dir. R. Bismuth. – Bruxelles : Bruylant, 2014.
- « Au-delà du droit européen, le droit international (public et privé) », in Chr. Interactions du droit international et européen (avec S. Touzé). – *JDI* 2014/3, p. 917-938.
- La distinction « droit-source » - « droit-objet » en droit national, international et européen de la propriété intellectuelle, p. 47-62 in : *Mélanges André Lucas*. – Paris : Lexis-Nexis 2014.
- Operating International Law in a Global Context : Taking Circulation Seriously (avec G. Helleringer). – *SYBIL (Spanish yearbook of International Law)*, vol. 18, 2013/2014, p. 11-31.
- Déambulation du juriste dans le labyrinthe juridictionnel international et européen, in Information en ligne et mondialisation : enjeux juridiques et judiciaires. – *Legicom*

2014/1, p. 35-39.

- Réformer chez soi et l'enfer des autres : la concurrence normative est partout ! – *Revue des contrats*, n° 2014/2, p. 283-284.

- « Ce que rendre compte d'une année (2013) de jurisprudence judiciaire française intéressant le droit l'Union européenne veut dire », p. 433-478 in Chr. « Jurisprudence judiciaire française intéressant le droit de l'Union européenne » / dir. scientif. J.-S. Bergé. – *RTD Eur.* 2014/2.

- « Propos introductifs », p. 538 in : *L'autre droit (européen et international) des contrats ?* / dir. J.-S. Bergé. – Actes de la journée d'études (EDIEC – EDD – CREDIP), Lyon, 13 décembre 2013. – *Revue des contrats* 2014, n° 3, p. 537-582.

- « Introduction » (avec R. Mehdi et H. Labayle) in : *La dimension externe de l'ELSJ. Publication des ateliers de la session doctorale 2013 du GDR CNRS ELSJ* / dir. scientif. R. Mehdi. – *RTD Eur.* 2014/3, p. 649-653.

- Applying the Law in the National, International and European Context: The Combination Step (2/3) (avec G. Helleringer). – *Oxford Legal Studies Research Paper* No. xx/2014. Available at SSRN: xxx.

- Applying the Law in the National, International and European Context: The Hierarchization Step (3/3) (avec G. Helleringer). – *Oxford Legal Studies Research Paper* No. xx/2014. Available at SSRN: xxx.

- « L'articulation du droit de la propriété intellectuelle, du droit international privé et droit européen du marché intérieur », in : *La propriété intellectuelle entre synergies internes et articulations externes* / dir. K. Ben Dahmen, à paraître.

- « L'application du droit au pluriel : le double déplacement » in : *Mélanges en l'honneur de Didier Martin*. – Paris : Lextenso, à paraître.

- « Enrichir les rapports entre ordres juridiques par les rapports de mise en œuvre », in : *Les rapports entre ordres juridiques* / dir. B. Bonnet. – Paris : Lextenso, à paraître.

- Operating international law in a global context : the issue of applied global legal pluralism (avec G. Helleringer). – Submitted to an International Law Journal.

- Le rapprochement des droits dans le contexte de l'UE : dialogue de l'économie et du droit (avec S. Harnay), à paraître.

- « Comm. CE, Ass., 11 déc. 2006, *Sté de Groot*, req. n° 234560 », in : *Grandes décisions de la jurisprudence française de droit international public* / dir. A. Miron et A. Pellet. – Paris : Dalloz, à paraître

- La prestation de services internationale, objet du droit et de l'économie ? Le cas des professions juridiques (avec C. Chaserant, S. Harnay). – *JDI*, à paraître.

- « Open Questions concerning the Boundaries of European Private International Law », « Questions ouvertes autour des frontières du droit international privé européen », « Preguntas abiertas en Torno a las Fronteras del Derecho Internacional Privado Europeo », in : *Boundaries of European Private International Law. Les frontières du droit international privé européen. Las fronteras del derecho internacional privado europeo* (dir. J.-S. Bergé, St. Francq, M. Gardeñes Santiago). – Bruxelles : Bruylant, 2015, à paraître.

BOUCHE (N.).

- Semences et plants de ferme : le développement des accords interprofessionnels. – *Propriété industrielle* 2014, n° 10, p. 3-4.

- Accusé de réception. – *Propriété industrielle* 2014, n° 9, p. 35-36

- Les premiers décrets d'application de la loi n° 2011-1843 du 8 décembre 2011 relative aux certificats d'obtention végétale. – *Propriété industrielle* 2014, n° 9, p. 14-17.
- Concentré de compétences. – *Propriété industrielle* 2014, n° 7, p. 34-35.
- Pas de caractère additionnel rétroactif. – *Propriété industrielle* 2014, n° 6, p. 59-60.
- L'enfer est pavé de bonnes intentions. – *Propriété industrielle* 2014, n° 5, p. 49-51.
- La course à l'échalote. – *Propriété industrielle* 2014, n° 4, p. 40-42.
- Par la grâce de l'effet suspensif du recours. – *Propriété industrielle* 2014, n° 3, p. 45-46.
- La juridiction unifiée du brevet. Une révolution dans le contentieux européen. – *Cahiers de droit de l'entreprise* 2014, n° 2 (mars 2014), p. 43-49.
- Le recours contre les décisions de la chambre de recours de l'OCVV. – *Propriété industrielle* 2014, n° 2, p. 33-34.
- PCOV et Taxation des dépens. – *Propriété industrielle* 2014, n° 1, p. 41-42.

CARDON (M.).

- Comm. CJCE, 12 déc. 1972, *International Fruit Company NV e.a. c/ Produktschap voor Groenten en Fruit*, aff. jtes 21 à 24/72. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 7, p. 35-39.
- Comm. CJCE, 25 nov. 1971, *Béguelin Import Co. c/ SAGL Import Export*, aff. 22/71. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 8, p. 39-47.
- Comm. CJCE, 17 févr. 1993, *Christian Poucet c/ Assurances générales de France (AGF) et Caisse mutuelle régionale du Languedoc-Roussillon (Camulrac) et Daniel Pistre c/ Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse des artisans de Clermont-Ferrand (Cancava)*, aff. jtes C-159/91 et C-160/91. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 41, p. 211-216.
- Comm. CJCE, 10 mars 1998, *Allemagne c/ Conseil*, aff. C-122/95. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 56, p. 259-264.
- Comm. CJCE, 31 mars 1998, *République française et Société commerciale des potasses et de l'azote (SCPA) et Entreprise minière et chimique (EMC) c/ Commission (Kali und Salz)*, aff. jtes C-68/94 et C-30/95. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 57, p. 265-278.
- Comm. CJCE, Gde Ch., 10 juill. 2008, *Bertelsmann AG et Sony Corporation of America c/ Independent Music Publishers and Labels Association (Impala)*, aff. C-413/06 P. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 85, cjt avec n° 57, p. 265-278.

CARPANO (É.).

- Comm. CJCE, 15 juill. 1963, *Entreprise Plaumann & Co c/ Commission (Plaumann)*, aff. 25/62. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 2, p. 12-18.
- Comm. CJCE, 1^{er} juill. 1969, *Commission c/ République italienne*, aff. 24/68. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 5, p. 28-32.
- Comm. CJCE, 11 juill. 1974, *Procureur du Roi c/ Benoît et Gustave Dassonville*, aff. 8/74. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 13, p. 68-73.
- Comm. CJCE, 20 févr. 1979, *Rewe-Zentral AG c/ Bundesmonopolverwaltung für Branntwein (Cassis de Dijon)*, aff. 120/78. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 21, p. 99-105.
- Comm. CJCE, 26 févr. 1986, *M.H. Marshall c/ Southampton and South-West Hampshire Area Health Authority (Marshall)*, aff. 152/84. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 30, p. 144-149.
- Comm. CJCE, 23 avr. 1986, *Parti écologiste « Les Verts » c/ Parlement européen*, aff. 294/83. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 31, p. 150-155.

- Comm. CJCE, 24 nov. 1993, *Procédure pénale c/ Bernard Keck et Daniel Mithouard (Keck et Mithouard)*, aff. jtes C-267/91 et C-268/91. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 44, p. 228-233.
- Comm. CJCE, 22 oct. 2002, *Roquette Frères SA c/ Directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes*, aff. C-94/00. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 67, p. 318-324.
- Comm. CJCE, 14 oct. 2004, *Omega Spielhallen- und Automatenaufstellungs-GmbH c/ Oberbürgermeisterin der Bundesstadt Bonn (Omega)*, aff. C-36/02. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 73, p. 347-352.
- « L'« accès au marché » et l'évolution du test de l'entrave en matière de libre circulation des marchandises ». Note ss CJUE, 10 sept. 2014, *UAB Vilniaus energija c/Lietuvos metrologijos inspekcijos Vilniaus apskrities skyrius*, aff. C-423/13, in Chr. Droit européen du marché intérieur / dir. scientif. Éric Carpano. – *RLDA 2014/98*, Repères n° 5355 (p. 68-69).
- Retour sur l'incompatibilité du bouclier fiscal avec le droit de l'Union européenne : l'intégration des impositions étrangères dans la détermination du droit à restitution. Note ss CJUE, 13 mars 2014, *Bouanich c/ Directeur des services fiscaux de la Drôme*, aff. C-375/12. – *RLDA 2014/97*, p. 58-59.
- « Applicabilité et application de la Charte dans le contentieux du marché intérieur : les dispositions de la Charte s'épuisent-elles dans les règles relatives à la libre circulation ? » Note ss CJUE, 30 avr. 2014, *Robert Pfleger*, aff. C-390/12, in Chr. Droit européen du marché intérieur / dir. scientif. Éric Carpano. – *RLDA 2014/96*, Repères n° 5228 (p. 62-65).
- L'invocabilité de la Charte des droits fondamentaux dans les litiges entre personnes privées : à propos du droit à l'information et à la consultation des travailleurs. Note ss CJUE, 15 janv. 2014, *Association de médiation sociale c/ Union locale des syndicats CGT*, aff. C-176/12 in Chr. Droit européen du marché intérieur / dir. scientif. Éric Carpano. – *RLDA 2014/93*, Repères n° 5117 (p. 71-74).
- « Le monopole des pharmacies à l'épreuve du droit de l'Union ». Note ss CJUE, 5 déc. 2013, *Alessandra Venturini c/ ASL Varese e.a.*, aff. C-159/12, in Chr. Droit européen du marché intérieur / dir. scientif. Éric Carpano. – *RLDA 2014/90*, Repères n° 4970 (p. 47-51).
- « Représentativité et légitimité de la Cour de justice de l'Union européenne », p. 71-92 in : *La composition des juridictions. Perspectives de droit comparé* / dir. O. Lecucq. – Bruxelles : Bruylant, 2014.

CARPANO (E.), MAZUYER (E.). – La représentation des travailleurs à l'épreuve de l'article 27 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union : précisions sur l'invocabilité horizontale du droit de l'Union. – *Revue de droit du travail* 2014, p. 312-320.

CHENG (R.). – La déontologie des avocats chinois, à la recherche de l'esprit fondamental de la profession, au carrefour du passé et de l'avenir. – *Revue doctrinale de droit public comparé et de théorie juridique*, 2014, n° 11.

CLAVIÈRE (B. de).

- « De l'interprétation de la condition de direction de l'activité au sens de l'article 15, paragraphe 1, sous c), du règlement n° 44/2001/CE et de la notion de volonté », in Chr.

Droit international et européen des contrats d'affaires / dir. scientif. C. Nourissat. – *RLDA* 2014/89, Repères n° 4936 (p. 53-62).

- De la notion de fait dommageable en droit international privé européen et de la responsabilité du fait des produits défectueux, in Chr. Droit international et européen des contrats d'affaires / dir. scientif. C. Nourissat. – *RLDA* 2014/92, Repères n° 5073 (p. 60-63).

- « Droit du travail : autour du droit à congés payés », p. 460-462 in : Chr. EDIEC Jurisprudence judiciaire française intéressant le droit de l'Union, année 2013 / dir. scientif. Jean-Sylvestre Bergé. – *RTD Eur.* 2014/2.

- « The Personal Scope of Consumer Law in the European Union. Aspects of Substantive Law and Private International Law » (avec **Bianca Pascale**), in : *Boundaries of European Private International Law. Les frontières du droit international privé européen. Las fronteras del derecho internacional privado europeo* / dir. J.-S. Bergé, St. Francq, M. Gardeñes Santiago. – Bruxelles : Bruylant, 2015, à paraître.

COMBET (M.).

- « La libre prestation des services dans le domaine maritime : quand l'unité de l'ordre juridique de l'Union européenne bouleverse les droits sociaux nationaux ». Note ss CJUE, 8 juill. 2014, *Fonship*, aff. C-83/13, EU:C:2014:2053, in Chr. Droit européen du marché intérieur / dir. scientif. Éric Carpano. – *RLDA* 2014/98, Repères n° 5353 (p. 62-65).

- « La résurgence des situations purement internes sur le décloisonnement du droit de l'Union européenne ». Note ss CJUE, 13 février 2014, *Crono service*, aff. jtes C-419/12 et C-420/12 et *Airport Shuttle Express*, aff. jtes C-162/12 et C-163/12, in Chr. Droit européen du marché intérieur / dir. scientif. Éric Carpano. – *RLDA* 2014/93, Repères n° 5115 (p. 64-68).

- L'effectivité de la protection du consommateur à l'épreuve de l'autonomie procédurale des États membres. Note ss CJUE, 5 déc. 2013, *Asociación de Consumidores Independientes de Castilla y León*, aff. C-413/12. – *LPA* 19 mars 2014, n° 56, p. 7-16.

- « Les actions des associations de protection du consommateur à l'épreuve de l'autonomie procédurale des États membres ». Note ss CJUE, 27 févr. 2014, *Pohotovost s. r. o. c/ Miroslav Vašuta*, aff. C-470/12, in Chr. Droit international et européen des contrats d'affaires / dir. scientif. C. Nourissat. – *RLDA* 2014/92, Repères n° 5074 (p. 63-66).

- « Le renouvellement des sources du droit processuel des États membres par le décloisonnement du droit de l'Union européenne de la consommation ». Note ss CJUE, ord., 14 nov. 2013, *Banco Popular Español*, aff. jtes C-537/12 et C-116/13, in Chr. Droit international et européen des contrats d'affaires / dir. scientif. C. Nourissat. – *RLDA* 2014/89, Repères n° 4938 (p. 65-68).

- « L'effectivité de la protection du consommateur et le renouvellement des sources du droit processuel de la consommation ». Note ss CJUE, 3 oct. 2013, *Soledad Duarte Hueros*, aff. C-32/12, in Chr. Droit international et européen des contrats d'affaires / dir. scientif. C. Nourissat. – *RLDA* 2014/89, Repères n° 4937 (p. 63-65).

CORSO (C.). – Consentement à mariage (avec **Alain Devers**). – *JCP G*, n° 8, 24 février 2014, 225.

COUTURIER (N.).

- « L'office du juge » (avec **Federica Porcelli**), travaux du séminaire franco-allemand des 17-19 mars 2014, *La modernisation de la justice civile en France et en Allemagne*. – 13 p.
- La Commission européenne : gardienne des traités et de l'intérêt général européen. – *Banque-notes* n° 4, mars 2014.

DEBARD (Th.).

- Comm. CJCE, 5 févr. 1963, *NV Algemene Transport- en Expeditie Onderneming van Gend en Loos c/ Administration fiscale néerlandaise (Van Gend en Loos)*, aff. 26/62. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 1, p. 9-12.
- Comm. CJCE, 15 juill. 1964, *Flaminio Costa c/ Enel*, aff. 6/64. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 3, p. 18-22.
- Comm. CJCE, 31 mars 1971, *Commission c/ Conseil (Accord européen sur les transports routiers, AETR)*, aff. 22/70. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 6, p. 32-35.
- Comm. CJCE, 4 déc. 1974, *Yvonne Van Duyn c/ Home office*, aff. 41/74. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 14, p. 73-77.
- Comm. CJCE, 9 mars 1978, *Administration des finances de l'État c/ Société anonyme Simmenthal (Simmenthal)*, aff. 106/7. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 19, p. 91-94.7.
- Comm. CJCE, 19 nov. 1991, *Andrea Francovich et Danila Bonifaci e.a. c/ République italienne*, aff. jtes C-6/90 et C-9/90. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 39, p. 199-206.
- Comm. CJCE, 5 mars 1996, *Brasserie du Pêcheur SA c/ Bundesrepublik Deutschland et The Queen c/ Secretary of State for Transport (Brasserie du Pêcheur)*, aff. jtes C-46/93 et C-48/93. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 50, cjt avec n° 39, p. 199-206.
- Comm. CJCE, 4 juill. 2000, *Laboratoires pharmaceutiques Bergaderm SA e.a. c/ Commission (Bergaderm)*, aff. C-352/98 P. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 62, p. 295-299.
- Comm. CJUE, Ass. plén., 27 nov. 2012, *Thomas Pringle c/ Gouvernement de l'Irlande*, aff. C-370/12. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 96, p. 429-435.
- « Droit de l'UE et procédure civile » (avec G. Montagnier). – *Rép. pr. civ.*, Dalloz, mars 2014.

DEVERS (A.).

- Requiem pour la fraude à la loi ? – *Droit et patrimoine* 2014, p. 52-55.
- Compétence en cas d'enlèvement d'enfant. – *JCP G* 24 mars 2014, n° 12, p. 520.
- Consentement à mariage (avec **Cécile Corso**). – *JCP G* 24 février 2014, n° 8, p. 367.

DOUMBÉ-BILLÉ (St.).

- « Droit international et stabilité constitutionnelle en Afrique de l'Ouest ». – *Mélanges en l'honneur de J. Du Bois de Gaudusson*. – Bordeaux : Presses universitaires de Bordeaux, 2014.
- « 50 ans de constitutions africaines et le droit international ». – *Mélanges en l'honneur de Henry Roussillon*. – Toulouse : Presses de l'IEP, 2014.

DOSSAN (G.L.). – L'avenir de la coopération ACP– UE. – *L'Euroscope du CEE*, n° 2014/2, p. 2-3.

DURAND (E.).

- « National support for renewable electricity and the single market in Europe: the *Alands Vindkraft* case », Oxford Institute for Energy Studies – University of Oxford – août 2014 (avec M. Keay).
- « Lorsque la qualification d'entrave détermine les conditions d'invocabilité de la Charte ». Note ss CJUE, 8 mai 2014 *Pecklmans*, aff. C-483/12, in Chr. Droit européen du marché intérieur / dir. scientif. É. Carpano). – *RLDA* 2014/96, Repères n° 5229 (p. 66-67).
- « L'implantation de pharmacies saisie par le droit du marché : la lointaine proximité du droit de l'Union. À propos de l'affaire *Susanne Sokoll* », in Chr. Droit européen du marché intérieur / dir. scientif. É. Carpano). – *RLDA* 2014/93, Repères n° 5116 (p. 69-71).
- « Quelle place pour les motifs économiques dans la justification des entraves à la liberté de circulation des capitaux ? » Note ss CJUE, 22 oct. 2013, *Staat der Nederlanden c/ Essent NV e.a.*, aff. jtes C-105/12 à 107/12, in Chr. Droit européen du marché intérieur / dir. scientif. É. Carpano). – *RLDA* 2014/90, Repères n° 4972 (p. 55-57).

FERRAND (F.).

- « Gerichtsaufbau und Zugang zu Rechtsmitteln in Zivilsachen in Frankreich », p. 1071-1093 in : *Festschrift D. Martiny*. – Tübingen : Mohr Siebeck, 2014.
- « *Lis pendens* and *Res Judicata*. From National Law to a Possible European Harmonization? » (communication, Journées d'études Unidroit et Institut de droit européen (ELI), Vienne, 17-18 oct. 2013), p. 144-158 in : *Festschrift Peter Gottwald*. – Munich : Beck, 2014.
- « Preuve ». – *Répertoire de procédure civile*. – Paris : Dalloz, 2014. – refonte, 275 p.
- L'europanisation de la procédure civile (communication, colloque de Caen, 28 mars 2014, Les métamorphoses de la procédure civile). – *Gaz. Pal.* 31 juillet 2014.
- « The CEFL Principles of European Family Law Regarding Property Relations between Spouses, Community of Acquisitions » (communication, colloque CEFL, Bonn, août 2013), p. 37-61 in : *Family Law and Culture in Europe. Developments, Challenges and Opportunities* / dir. N. Dethloff, K. Boele-Woelki. – Bruxelles : Intersentia, 2014.
- « Lois modèles et traditions nationales » (avec R. Berizonce), p. 69-196 in : *Procedural Justice*. – XIV^e Congrès mondial de l'IAPL, Heidelberg 2011. – Bielefeld : Gieseking, 2014.
- Actualités sur la Cour de cassation française et son contrôle en matière civile. Entre tradition et modernisation. – *ZZPInt* 18 (2013), p. 1-42.
- Aktuelles zum französischen Familienrecht 2013-2014 (avec **Laurence Francoz-Terminal**). – *FamRZ* 2014, n° 18, p. 1506-1508.
- « La participation citoyenne au procès pénal en Allemagne », p. 151-171 in : *Les transformations de la justice pénale*. – Cycle de conférences 2013 à la Cour de cassation. – Paris : Dalloz, 2014. – (Thèmes et commentaires.)
- « L'accès aux juridictions suprêmes en Allemagne (Cour fédérale de justice, Cour fédérale du travail) », p. 24-44 in : *Rapport La régulation des contentieux devant les Cours suprêmes*. – Paris : Le Club des juristes, octobre 2014.
- « Collective Litigation in France : A New Cautious Step » (communication, colloque, Université catholique Pázmány Péter, Budapest, 7-8 nov. 2013), p. 127-152 in : *Multi-*

- Party redress Mechanisms in Europe : Squeaking Mice? /* dir. V. Harsagy, C.H. van Rhee. – Bruxelles : Intersentia, Antwerp, 2014.
- Comm. CJCE, 28 mars 2000, *Dieter Krombach c/ André Bamberski (Krombach)*, aff. C-7/98. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 61, p. 289-294.
 - Comm. CJCE, Ass. plén., 9 déc. 2003, *Erich Gasser GmbH c/ MISAT Srl*, aff. C-116/02. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 71, p. 338-342.
 - Comm. CJCE, Ass. plén., 27 avr. 2004, *Gregory Paul Turner c/ Felix Fareed Ismail Grovit e.a.*, aff. C-159/02. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 72, p. 342-346.
 - Comm. CJCE, Gde Ch., 1^{er} mars 2005, *Andrew Owusu c/ N. B. Jackson e.a.*, aff. C-281/02. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 74, p. 352-357.
 - Comm. CJUE, 3^e Ch., 15 nov. 2012, *Gothaer Allgemeine Versicherung AG e.a. c/ Samskip GmbH*, aff. C-456/11. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 95, p. 424-429.
 - Comm. CJUE, 1^{re} Ch., 19 déc. 2012, *Krystina et Ewald Alder c/ Sabina Orlowska et Czeslaw Orlowski*, aff. C-325/11. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 97, p. 435-439.
 - Comm. CJUE, 3^e Ch., 13 juin 2013, *Golbet Sportwetten c/ Massimo Sperindeo*, aff. C-144/12. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 101, p. 445-449.

FERRARI-BREEUR (Ch.).

- Comm. CJCE, 17 déc. 1980, *Commission c/ Belgique*, aff. 149/79. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 23, p. 111-114.
- Comm. CJCE, 13 févr. 1985, *Françoise Gravier c/ Ville de Liège*, aff. 293/83. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 28, p. 135-140.
- Comm. CJCE, 17 sept. 2002, *Baumbast et R. c/ Secretary of State for the Home Department*, aff. C-413/99. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 66, p. 313-318.
- Comm. CJCE, 9 sept. 2003, *Isabel Burbaud c/ Ministère de l'Emploi et de la Solidarité*, aff. C-285/01. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 69, p. 329-333.
- Comm. CJCE, Gde Ch., 4 juill. 2006, *Konstantinos Adelener e.a. c/ Ellinikos Organismos Galaktos (ELOG)*, aff. C-212/04. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 79, p. 376-381.
- Comm. CJCE, Gde Ch., 12 sept. 2006, *Espagne c/ Royaume-Uni*, aff. C-145/04. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 80, cjt avec n° 79, p. 376-381.
- Comm. CJCE, Gde Ch., 12 sept. 2006, *M.G. Eman et O.B. Sevinger c/ College van burgmeester en wethouders van Den Haag*, aff. C-300/04. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 81, p. 381-385.
- Comm. CJCE, Gde Ch., 18 nov. 2008, *J. Förster c/ Hoofddirectie van de Informatie Beheer Groep*, aff. C-158/07. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 87, cjt avec le n° 28, p. 135-140.
- L'art au secours de la dette? Une fausse bonne idée. – *Juris Art etc.* n° 17, oct. 2014, p. 3
- L'affaire Gurlitt : l'information/ communication au service de la restitution? – *Juris Art etc.* n° 13, mai 2014, p. 3.
- L'affaire Dieudonné : une victoire à la Pyrrhus ? – *Juris Art etc.* n° 10, février 2014, p. 3.

FRANCOZ TERMINAL (L.). – *Aktuelles zum französischen Familienrecht 2013-2014* (avec **Frédérique Ferrand**). – *FamRZ* 2014, n° 18, p. 1506-1508.

GRANGEON (J.). – « L'entrave réglementaire à la libre concurrence ». Note ss CJUE, 4 sept. 2014, *Anonima Petroli Italiana SpA/Ministero delle Infrastrutture e dei Trasporti et*

Ministero dello Sviluppo Economico, aff. C-184/13 à C-187/13, C-194/13, C-195/13 et C-208/13, in *Chr. Droit européen du marché intérieur / dir. scientif. É. Carpano. – RLDA 2014/98*, Repères n° 5356 (p. 69-70).

KARPENSCHIF (M.).

- Comm. CJCE, 12 juill. 1973, *Commission des Communautés européennes c/ République fédérale d'Allemagne*, aff. 70/72. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 10, p. 52-56.
- Comm. CJCE, 21 nov. 1991, *Fédération nationale du commerce extérieur des produits alimentaires et Syndicat national des négociants et transformateurs de saumon c/ République française (Saumon)*, aff. C-354/90. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 40, p. 206-211.
- Comm. CJCE, 19 mai 1993, *Procédure pénale c/ Paul Corbeau (Corbeau)*, aff. C-320/91. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 43, p. 220-228.
- Comm. CJCE, 27 avr. 1994, *Cne d'Almelo e.a. c/ NV Energiebedrijf Ijsselmij (Almelo)*, aff. C-393/92. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 45, cjt avec n° 43, p. 220-228.
- Comm. CJCE, 15 janv. 1998, *Mannesmann Anlagenbau Austria AG e.a. c/ Strohal Rotationsdruck GesmbH*, aff. C-44/96. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 54, p. 251-255.
- Comm. CJCE, 18 nov. 1999, *Teckal Srl c/ Comune di Viano et Azienda Gas-Acqua Consorziale (AGAC) di Reggio Emilia (Teckal)*, aff. C-107/98. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 60, p. 284-289.
- Comm. CJCE, 7 déc. 2000, *Telaustria Verlags GmbH et Telefonadress GmbH c/ Telekom Austria AG (Telaustria)*, aff. C-324/98. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 63, p. 299-304.
- Comm. CJCE, 13 mars 2001, *PreussenElektra AG c/ Schlesweg AG*, aff. C-379/98. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 65, p. 307-313.
- Comm. CJCE, 24 juill. 2003, *Altmark Trans GmbH et Regierungspräsidium Magdeburg c/ Nahverkehrsgesellschaft Altmark GmbH*, aff. C-280/00. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 68, p. 324-328.
- Comm. CJCE, Gde Ch., 9 juin 2009, *Commission c/ RFA (Ville de Hambourg)*, aff. C-480/06. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 92, p. 408-412.
- « Le contrat public européen », p. 539-544 in : *L'autre droit (européen et international) des contrats ? / dir. J.-S. Bergé. – Actes de la journée d'études (EDIEC – EDD – CREDIP), Lyon, 13 décembre 2013. – Revue des contrats 2014, n° 3, p. 537-582.*
- Du « in house » aux « in house » après la directive concession ? – *CP-ACCP* mars 2014, n° 141, p. 64-69.
- Pouvoirs adjudicateurs, unités opérationnelles, centrales d'achat et entités adjudicatrices : évolutions ou révolution? – *Contrats et marchés*, juin 2014, p. 21-24.
- « Contrat public et Union européenne » in *Le contrat au service des politiques publiques. – RDFA* mai-juin 2014, p. 418-424.

KARPENSCHIF (M.), MIDOL-MONNET (L.). – Les régions face aux défis de la formation professionnelle : état des lieux et perspectives. – *JCP A* 2014, étude 2009 (p. 17-23).

KRUZSLICZ (P.). – Une nouvelle constitution en Europe centrale : l'adoption récente de la Loi fondamentale de Hongrie. – *Revue constitutionnelle turque*, novembre 2014.

LAAZOUZI (M.)

- Note ss CJUE, 13 mars 2014, *Marc Brogssitter*. For du contrat, action en concurrence déloyale entre contractants et notion autonome. – *Revue des contrats*, n° 2014/4, p. 691-693.
- Note ss Cass. Soc., 13 mai 2014, *Communauté du Pacifique*. Immunité de juridiction des organisations internationales et accès au juge. – *Revue des contrats*, n° 2014/4, p. 694-695.
- Note ss Cass. Civ. 1^{re}, 30 avril 2014, *Jet Air NV*. For du consommateur et notion de matière contractuelle. – *Revue des contrats*, n° 2014/4, p. 696-697.
- « La limitation internationale indirecte de for. Réflexions à propos du contrat d'assurance », p. 497-510 in : *Mélanges en l'honneur de Bernard Audit*. – Paris : LGDJ, 2014.
- « Nature juridique des communications entre juges » (communication, colloque *Judicial Dialogue. Private and Public European Law Perspectives*, Université du Luxembourg et Max Planck Institute Luxembourg for International, European and Regulatory Procedural Law, 26-27 septembre 2013). – Bruxelles : Larcier, 2014, p. 83-114.
- « Compétence judiciaire, Reconnaissance et Exécution des décisions en matière civile et commerciale – Compétence – Règle de compétence protectrices des parties faibles – Assurances – Articles 10 à 16 du règlement (UE) n° 1215/2012 ». – Fasc. 584-145 in *JurisClasseur Droit international*, mai 2014.
- La refonte du règlement Bruxelles I. – *RAE* 2014, p. 145-164.
- « La spécificité des contrats publics internationaux », p. 545-552 in : *L'autre droit (européen et international) des contrats ?* / dir. J.-S. Bergé. – Actes de la journée d'études (EDIEC – EDD – CREDIP), Lyon, 13 décembre 2013. – *Revue des contrats* 2014, n° 3, p. 537-582.
- « Chronique de jurisprudence arbitrale en droit des investissements » (avec S. Lemaire, dir.), *Revue de l'arbitrage* 2014, p. 417, spéc. p. 430-442 (chr. de la décision *Garanti Koza*, CIRDI, ARB/11/20, du 3 juillet 2013 rendue en anglais) et p. 442-455 (chr. de la décision *Niko Resources (Bangladesh) Ltd.*, CIRDI, ARB/10/11 et ARB/10/18, rendue le du 19 août 2013).
- Note ss Cass. civ. 1^{re}, 4 mars 2014, *Revue des contrats*, 2014, p. 434-439. Clause d'*electio fori* et source de la règle de compétence internationale des tribunaux français.
- « La clause marché intérieur » (communication, colloque « Quel avenir pour la théorie générale du conflit de lois ? » / dir T. Azzi et O. Boscovic. – 14 mars 2014, Faculté de droit de l'Université Paris V – Renée Descartes, à paraître.

LE BAUT-FERRARESE (B.).

- Nouvelle position de la CJUE sur l'euro-compatibilité des mécanismes nationaux de soutien à l'électricité renouvelable. – *Envir.* 2014 (n° 11), comm. 75, p. 34-39.
- Comm. CJCE, 16 déc. 1976, *Rewe-Zentralfinanz eG et Rewe-Zentral AG c/ Landwirtschaftskammer für das Saarland*, aff. 33/76. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 17, conjoint avec n° 18, p. 82-90.
- Comm. CJCE, 16 déc. 1976, *Comet BV c/ Produktschap voor Siergewassen*, aff. 45/76. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 18, p. 82-90.
- Comm. CJCE, 6 mai 1980, *Commission c/ Belgique*, aff. 102/79. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014,

n° 22, p. 105-111.

- Comm. CJCE, 9 nov. 1983, *Administration des finances de l'État italien c/ SpA San Giorgio (San Giorgio)*, aff. 199/82. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 26, p. 125-130.

- Comm. CJCE, 19 juin 1990, *The Queen c/ Secretary of State for Transport, ex parte : Factortame Ltd e.a. (Factortame)*, aff. C-213/89. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 35, p. 177-181.

Comm. CJCE, 21 févr. 1991, *Zuckerfabrick Süderdithmarschen AG c/ Hauptzollamt Itzehoe et Zuckerfabrik Soest c/ Hauptzollamt Paderborn*, aff. jtes C-143/88 et C-92/89. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 36, p. 181-186.

- Comm. CJCE, 11 juill. 1991, *A. Verholen e.a. c/ Sociale Verzekeringsbank Amsterdam*, aff. jtes C-87/90 à C-89/90. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 38, p. 189-199.

- Comm. CJCE, 9 nov. 1995, *Atlanta Fruchthandels-gesellschaft mbH e.a. c/ Bundesamt für Ernährung und Forstwirtschaft (Atlanta)*, aff. C-465/93. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 46 conjoint avec n° 36, p. 181-186.

- Comm. CJCE, 14 déc. 1995, *Peterbroeck, Van Campenhout & Cie SCS c/ État belge (Peterbroeck)*, aff. C-312/93. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 48, conjoint avec n° 38, p. 189-199.

- Comm. CJCE, 14 déc. 1995, *Jeroen van Schjndel et Johannes Nicolaas Cornelis van Veen c/ StichtingPensioenfonds voor Fysiotherapeuten (Van Schjndel)*, aff. jtes C-430/93 et C-431/93. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 49, cjt avec n° 38, p. 189-199.

- Comm. CJCE, 15 sept. 1998, *Edilizia Industriale Siderurgica Srl c/ Ministero delle Finanze (Edis)*, aff. C-231/96. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 58, p. 278-284.

- Comm. CJUE, Gde Ch., 8 mars 2011, *Lesoochránárske zoskupenie (Zoskupenie)*, aff. C-240/09. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 94, p. 417-424.

- « Le juge judiciaire acteur de l'intégration normative », p. 435-438 in : Chr. EDIEC Jurisprudence judiciaire française intéressant le droit de l'Union, année 2013 (dir. scientifique J.-S. Bergé). – *RTD Eur.* 2014/2.

- « Le juge judiciaire acteur de l'intégration normative dans le cadre de l'autonomie procédurale nationale », p. 438-440 in : Chr. EDIEC Jurisprudence judiciaire française intéressant le droit de l'Union, année 2013 (dir. scientifique J.-S. Bergé). – *RTD Eur.* 2014/2.

LEKKOU (E.).

- Comm. CJCE, 7 févr. 1985, *Procureur de la République c/ Assoc. de défense des brûleurs d'huiles usagées (ADBHU)*, aff. C-240/83. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 27, p. 130-135.

- L'exécution transparente des contrats de concession. – *CP-ACCP* mars 2014, n° 141, p. 74-78.

- La nouvelle directive « concession ». – *L'Euroscope du CEE*, mars 2014, n° 1, p. 2-3.

MARTI (G.).

- « Valeurs communes et pouvoir constituant dans l'Union européenne », p. 101-118 in : *Les valeurs communes dans l'Union européenne* / dir. L. Solis-Potvin. – Bruxelles : Bruylant, 2014. – 444 p.

- Quelle légitimité pour la norme supranationale européenne ? – *Politeia* n° 25/2014.

MOILLE (C.).

- Retour sur la réparation des seuls dommages prévisibles en matière contractuelle : une notion à la croisée de l'autonomie de la volonté et des exigences économiques des contractants. – *Revue Lamy Droit Civil*, février 2014, p. 8.
- « Autour du droit international privé : florilège ! », p. 444-446 in : Chr. EDIEC *Jurisprudence judiciaire française intéressant le droit de l'Union*, année 2013 (dir. scientifique. J.-S. Bergé). – *RTD Eur.* 2014, n° 2.
- « Vers un droit commun européen de la vente : L'ambition affichée de l'Union face à la modération des États membres », in : *Boundaries of European Private International Law. Les frontières du droit international privé européen. Las fronteras del derecho internacional privado europeo* / dir. J.-S. Bergé, St. Francq, M. Gardeñes Santiago. – Bruxelles : Bruylant, 2015, à paraître.

NERI (K.).

- Comm. CJUE, 26 oct. 1982, *Hauptzollamt Mainz c/ C.A. Kupferberg & Cie KG a.A. (Kupferberg)*, aff. 104/81. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 25, p. 121-125.
- Comm. CJUE, 30 janv. 2014, *Aboubacar Diakité c/ Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides (Diakité)*, aff. C-285/12. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 107, p. 468-472.
- « Les équipes de protection embarquées : un nouveau défi pour le droit de la mer », p. 563-585 in : *La Contribution de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer à la bonne gouvernance des mers et des océans* / dir. J.M. Sobrino Heredia. – L'editoriale scientifica, 2014.
- « La responsabilité de l'État dans le cadre des opérations d'interdiction maritime », p. 557-608 in : *La criminalité en mer. Criminal acts at sea* / K. Trapp et E. Papastavridis (eds), Centre de recherche et d'études, Académie de droit international de La Haye, Martinus Nijhoff, 2014.
- Le droit international face aux nouveaux défis de l'immigration clandestine en mer. – *Revue québécoise de droit international*, 2013 (26-1), p. 123-153.

NOURISSAT (C.).

- « La personne morale, une citoyenne européenne comme les autres ? », in : *Mélanges en l'honneur de P. Serlooten* / dir. O. Debat, A. de Bissy. – à paraître.
- « L'europanisation du droit international privé de la famille », in : *Actualité du droit international privé de la famille en Tunisie et à l'étranger* / dir. S. Ben Achour. – à paraître.
- « La contribution de la Cour de justice de l'Union européenne à l'europanisation du droit de l'arbitrage », p. 407- 418 in : *L'arbitrage dans les pays de l'Union pour la Méditerranée* / dir. F. Osman, L. Chedly. – Bruxelles : Bruylant, 2014.
- Droit international privé notarial. – *JCP N* 2014, chr. 1352.
- Droit du commerce international. – *JCP G* 2014, doct. 977.
- « La reconnaissance des mesures de protection des personnes vulnérables en Europe : aspects de droit international privé », p. 15-23 in : *Mobilité et protection des personnes vulnérables en Europe : connaissance et reconnaissance des instruments*. – Paris : SLC, 2014.
- « Les actes authentiques et le règlement Bruxelles I bis », p. 279-293 in : *Le nouveau règlement Bruxelles I bis* / dir. E. Guinchard. – Bruxelles : Bruylant, 2014.
- « Le droit international privé européen de la famille à l'épreuve de la pratique », p.

87-97 in : *Vers un statut européen de la famille* / dir. H. Fulchiron, Ch. Bidaud-Garon. – Paris : Dalloz, 2014.

- « Le contentieux contractuel : une histoire d'autonomie ? », p. 575-578 in : *L'autre droit (européen et international) des contrats ?* / dir. J.-S. Bergé. – Actes de la journée d'études (EDIEC – EDD – CREDIP), Lyon, 13 décembre 2013. – *Revue des contrats* 2014, n° 3, p. 537-582.

- Droit international et européen des contrats d'affaires. – *RLDA* 95/2014, p. 53-60.

- Droit du commerce international. – *JCP G* 2014, doct. 256.

- Comm. CJCE, 6 oct. 1976, *Industrie Tessili Italiana Como c/ Dunlop AG*, aff. 12/76. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 15 cjt avec n° 16, p. 77-81.

- Comm. CJCE, 6 oct. 1976, *A. De Bloos Sprl c/ Sté en commandite par actions Bouyer*, aff. 14/76. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 16, p. 77-81.

- Comm. CJCE, Ass. plén., 2 oct. 2003, *Carlos Garcia Avello c/ État belge*, aff. C-148/02. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 70, p. 333-338.

- Comm. CJCE, Gde Ch., 13 sept. 2005, *Commission c/ Conseil*, aff. C-176/03. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 76, p. 362-366.

- Comm. CJCE, Gde Ch., 3 mai 2007, *Advocaten voor de Wereld VZW c/ Leden van de Ministerraad*, aff. C-303/05. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 82, p.

- Comm. CJCE, Gde Ch., 23 oct. 2007, *Commission c/ Conseil*, aff. C-440/05. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 83 cjt avec n° 76, p. 362-366.

- Comm. CJCE, Gde Ch., 10 févr. 2009, *Allianz SpA et Generali Assicurazioni Generali SpA c/ West Tankers Inc.*, aff. C-185/07. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 89, p. 398-402.

- Comm. CJUE, Gde Ch., 22 juin 2010, *Aziz Melki et Sélim Abdeli*, aff. jtes C-188/10 et C-189/10. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 93, p. 412-417.

- Comm. CJUE, 30 mai 2013, *Jeremy F.*, aff. C-168/13 PPU. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 100, cjt avec n° 93, p. 412-417.

- Comm. CJUE, 17 oct. 2013, *United Antwerp Maritime Agencies NV c/ Navigation maritime bulgare (Unamar)*, aff. C-184/12. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 103, p. 450-453.

PASCALE (B.) (avec **Blandine de Clavière**). – « The Personal Scope of Consumer Law in the European Union. Aspects of Substantive Law and Private International Law », in : *Boundaries of European Private International Law. Les frontières du droit international privé européen. Las fronteras del derecho internacional privado europeo* / dir. J.-S. Bergé, St. Francq, M. Gardeñes Santiago. – Bruxelles : Bruylant, 2015, à paraître.

PELLEGRINI (C.).

- « Compétence internationale du juge des ordres français en cas de procédure collective étrangère », p. 451-453 in : *Chr. EDIEC Jurisprudence judiciaire française intéressant le droit de l'Union, année 2013* / dir. scientif. J.-S. Bergé. – *RTD Eur.* 2014/2.

- L'office du juge dans la recherche de la loi applicable à une convention de comptes bancaires multiples. Note ss Cass. Com. 18 juin 2013, n° 11-27.132. – *JDI* 141, n° 3/2014, p. 858.

- Rapport du colloque : « Marge d'appréciation du juge national dans le cadre du renvoi préjudiciel, dialogue des juges et balance des intérêts ». – *European Review of Private Law*, Issue 4, pp. 559–576 Vol. 22 (2014) / Issue 4.

- « The Boundaries of Private International Law: State of European and American

Exorbitant Jurisdiction Rules », in : *Boundaries of European Private International Law. Les frontières du droit international privé européen. Las fronteras del derecho internacional privado europeo* / dir. J.-S. Bergé, St. Francq, M. Gardeñes Santiago. – Bruxelles : Bruylant, 2015, à paraître.

PORCELLI (F.).

- Sul vizio di omesso esame circa un fatto decisivo. Nota a Cass. civ., sez. un., 7 aprile 2014, n. 8053. – *Rivista di diritto processuale* 2014, p. 1594 s. – 14 p.
- « L'office du juge » (avec **Nicolas Couturier**). Travaux du séminaire franco-allemand des 17-19 mars 2014, La modernisation de la justice-civile en France et en Allemagne. – 13 p.

REYDELLET (C.).

- "Same-sex marriage between a French and a Moroccan: can it be celebrated with respect to the Franco Moroccan convention ?" Note ss CA Chambéry, 22 oct. 2013, p. 140, in « A chronicle of French family law » / dir. H. Fulchiron, Ch. Bidaud-Garon. – *The international survey of family law*, Jordans, 2014.
- « Concurrence déloyale et for du contrat ». Note ss CJUE, 13 mars 2014, *Marc Brogsitter c/ Fabrication de Montres Normandes EURL et Karsten Fraßdorf*, aff. C-548/12, in Chr. Droit international et européen des contrats d'affaires / dir. scientif. C. Nourissat. – *RLDA* 2014/95, Repères n° 5217 (p. 58-59).
- Contrat international et rupture brutale des relations commerciales établies. – *RLDA*, à paraître.

REYDELLET (C.), DALMAZIR (P.). – « Clauses attributives de juridiction et mise en œuvre du droit international privé européen », p. 446-450 in : Chr. EDIEC Jurisprudence judiciaire française intéressant le droit de l'Union, année 2013 / dir. scientif. J.-S. Bergé. – *RTD Eur.* 2014/2

SIENG (P.). – Aspect juridique des investissements étrangers au Cambodge. – <http://www.village-justice.com/articles/aspect-juridique-des,17110.html>, 11 juin 2014.

SOLDATOS (P.).

- « Le renforcement de la présence des parlements nationaux dans l'Union européenne : essai de réduction du déficit démocratique ou tentative de «renationalisation» du processus institutionnel-décisionnel ? », in *Mélanges en l'honneur de Antoine Antapassis*. – Athènes : Sakkoula, 2014.
- La valeur ajoutée de la mise en œuvre réussie du nouveau mode d'élection du président de la Commission. – *Revue de l'Union européenne*, octobre-novembre 2014, n° 582, p. 524-532.

SOUSI (B.).

- Le Champ d'application du Mécanisme de supervision unique (MSU) – « Dessine-moi le MSU ». – *Rev. dr. banc. et fin.*, juillet-août 2014, p. 67.
- Union européenne : un président peut en cacher un autre. – *Banque-Notes Express*, 9 juillet 2014.
- Élections au Parlement européen – Voter : Pourquoi ? Pour qui ? Comment ? –

Banque-Notes Express, 5 mai 2014.

- La Commission européenne : si mal connue, si mal comprise. – *Banque-Notes Mars* 2014/1

- Conditions pour devenir membre de la zone euro. À propos de la Lettonie. – *Banque-Notes Express*, 1^{er} janvier 2014.

SURREL (H.).

- Chronique Conseil constitutionnel et jurisprudence de la CEDH. – *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 45, octobre 2014, p. 235-239.

- Les couples homosexuels. – *RAE* 2014/2, p. 327-335.

- « Discrimination » in *Dictionnaire des acteurs de l'Europe* / dir. E. Lambert-Abdelgawad, H. Michel. – Bruxelles : Larcier, 2014.

- Comm. CJCE, 14 mai 1974, *J. Nold, Kohlen und Baustoffgrosshandlung c/ Commission des Communautés européennes*, aff. 4/73. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 11, p. 56-63.

- Comm. CJCE, 15 juin 1978, *Gabrielle Defrenne c/ Société anonyme belge de navigation aérienne Sabena*, aff. 149/77. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 20, p. 94-99.

- Comm. CJCE, 11 juill. 1985, *Cinéthèque SA e.a. c/ Fédération nationale des cinémas français*, aff. jtes 60/84 et 61/84. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 29, p. 140-144.

- Comm. CJCE, 30 juill. 1996, *Bosphorus Hava Yollari ve Ticaret AS c/ Minister for Transport, Energy and Communications e.a. (Bosphorus)*, aff. C-84/95. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 51, p. 239-241.

- Comm. CJCE, 26 juin 1997, *Vereinigte Familiapress Zeitungsverlags- und vertriebs GmbH c/ Heinrich Bauer Verlag (Familiapress)*, aff. C-368/95. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 52, p. 242-245.

- Comm. CJCE, 17 févr. 1998, *Lisa Jacqueline Grant c/ South-West Trains Ltd (Grant)*, aff. C-249/96. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 55, p. 256-259.

- Comm. CJCE, Gde Ch., 27 juin 2006, *Parlement européen c/ Conseil de l'Union européenne*, aff. C-540/03. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 78, p. 371-376.

- Comm. CJCE, Gde Ch., 18 déc. 2007, *Laval un Partneri Ltd c/ Svenska Byggnadsarbetareförbundet e.a.*, aff. C-341/05. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 84, p. 389-393.

- Comm. CJCE, Gde Ch., 3 sept. 2008, *Yassin Abdullah Kadi et Al Barakaat International Foundation c/ Conseil et Commission (Kadi)*, aff. jtes C-402/05 P et C-415/05 P. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 86, p. 393-397.

- Comm. CJUE, 7 nov. 2013, *Minister voor Immigratie en Asiel c/ X, Y et Z (X, Y et Z)*, aff. jtes C-199/12 à C-201/12. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 104, p. 453-457.

- L'absence d'effet direct horizontal d'un principe énoncé par la Charte des droits fondamentaux (CJUE, Gde Ch., 15 janv. 2014, *Association de médiation sociale c/ Union locale des syndicats CGT e.a.*, aff. C-176/12). – *JCP G* 2014.319.

- L'égalité des sexes dans le choix du nom des enfants : l'enterrement du modèle patriarcal (Cour EDH, 7 janv. 2014, *Cusan et Fazzo c/ Italie*, req. n° 77/07). – *JCP G* 2014.4.

- Conseil constitutionnel et jurisprudence de la CEDH. Chronique de jurisprudence. – *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 42, 2014, p. 203-209.

- Confirmation éclatante de l'importance de la liberté académique (Cour EDH, 27 mai 2014, *Mustafa Erdogan e.a. c/ Turquie*, req. n° 346/04). – *JCP G*, 16 juin 2014, act, n° 24, p. 1180.

- Chronique Conseil constitutionnel et jurisprudence de la CEDH. – *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 43, avril 2014.
- Chronique Conseil constitutionnel et jurisprudence de la CEDH. – *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 44, juin 2014.
- « La détermination prétorienne du cadre d'examen des conflits de droits », p. 166-201 in : *Les conflits de droits dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme* / dir. F. Sudre. – Bruxelles : Bruylant, 2014.
- Prise en compte prévisible de la singularité française du "vivre ensemble" (Cour EDH, Gde Ch., 1^{er} juill. 2014, *SAS c/ France*). – *JCP G* 2014, act. 826.
- Chronique Conseil constitutionnel et jurisprudence de la CEDH. – *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 44, juin 2014, p. 163-168.
- Les juridictions de l'Union européenne et les droits fondamentaux. Chronique de jurisprudence (2013) / dir. C. Maubernard, H. Surrel. – *RTDH* 2014, p. 615-620.

TREPOZ (E.)

- Du dialogue au monologue : retour sur la régulation transatlantique de la compétence en droit international privé. – *Revue des contrats*, n° 2014/4, p. 698-703.
- « L'extraterritorialité des injonctions portant sur un site internet », p. 659-681 in : *Mélanges Bernard Audit*. – Paris : LGDJ, 2014.
- La résolution perturbatrice européenne des conflits de conventions en matière de contrats de transport. Note ss CJUE, 19 déc. 2013, *Nipponkoa Insurance Co. (Europe) Ltd c/ Inter-Zuid Transport BV*, aff. C-452/12. – *Revue des contrats* 2014/2, p. 251-254.
- « Does size matter? A Comparative Study on Jurisdiction Rules applicable to Domestic and EU IP Titles », in : *Research Handbook on EU Private International Law*, Edward Elgar Publishing, à paraître.

VIENNOIS (J.-P.).

- Comm. CJCE, 13 févr. 1969, *Walt Wilhelm e.a. c/ Bundeskartellamt*, aff. 14/68. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 4, p. 23-28.
- Comm. CJCE, 21 févr. 1973, *Europemballage Corporation et Continental Can Company Inc. c/ Commission (Continental Can)*, aff. 6/72. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 9, p. 48-52.
- Comm. CJCE, 30 sept. 1987, *Meryem Demirel c/ Ville de Schwäbisch Gmünd*, aff. 12/86. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 32, p. 155-159.
- Comm. CJCE, 23 avr. 1991, *Klaus Höfner et Fritz Elser c/ Macrotron GmbH (Höfner)*, aff. C-41/90. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 37, p. 186-189.
- Comm. CJCE, 14 déc. 2000, *Masterfoods Ltd c/ HB Ice Cream Ltd (Masterfoods)*, aff. C-344/98. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 64, p. 304-307.
- Comm. CJCE, Gde Ch., 19 mai 2009, *Apothekerkammer des Saarlandes e.a.*, aff. jtes C-171/07 et C-172/07. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 90, cjt avec n° 91, p. 402-408.
- Comm. CJCE, Gde Ch., 19 mai 2009, *Commission c/ Italie*, aff. C-531/06. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 91, p. 402-408.

VOUGIOUKAS (D.). – « Les nouvelles lignes directrices de la Commission concernant les aides d'État au secteur de l'aviation ». Note ss *Communication Comm. UE n° 2014/C 99/03, Lignes directrices sur les aides d'État aux aéroports et aux compagnies aériennes*, JOUE C 99, 4 avr. 2014, p. 75-77 in : *Chr. Droit européen du marché intérieur* / dir. scientif. É. Carpano. – *RLDA* 2014/93, Repères n° 5119.

WATHELET (M.).

- Comm. CJCE, Gde Ch., 12 juill. 2005, *Commission c/ France*, aff. C-304/02. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 75, p. 357-362.
- Comm. CJCE, Gde Ch., 13 déc. 2005, *Marks & Spencer plc c/ David Halsey (Her Majesty's Inspector of Taxes)*, aff. C-446/03. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 77, p. 366-371.
- Comm. CJUE, Gde Ch., 26 févr. 2013, *Åklagaren c/ Hans Åkerberg Fransson (Åkerberg Fransson)*, aff. C-617/10. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 98, cjt avec n° 99, p. 440-445.
- Comm. CJUE, Gde Ch., 26 févr. 2013, *Melloni*, aff. C-399/11. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 99, p. 440-445.
- Comm. CJUE, Gde Ch., 3 oct. 2013, *Inuit Tapiriit Kanatami e.a. c/ Parlement et Conseil*, aff. C-583/11 P. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 102 cjt avec n° 106, p. 461-468.
- Comm. CJUE, Gde Ch., 26 nov. 2013, *Groupe Gascogne c/ Commission*, aff. C-58/12 P. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 105, p. 457-461.
- Comm. CJUE, Gde Ch., 19 déc. 2013, *Telefónica c/ Commission*, aff. C-274/11 P. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 106, p. 461-468.
- Comm. CJUE, Gde Ch., 8 avr. 2014, *Digital Rights Ireland et Seitlinger e.a.*, aff. C-293/12 et C-594/12. – *GAJUE*, 2^e éd., 2014, n° 108, p. 473-478.

ZAMPINI (F.).

- Le recours en indemnité, remède adéquat en cas de non-respect d'un délai de jugement raisonnable par le juge de l'Union européenne. – *RTD Eur.* 2014. 291-308.
- « Le juge judiciaire français assure manifestement l'efficacité des articles 101 et 102 du TFUE », p. 474-478 in : Chr. EDIEC Jurisprudence judiciaire française intéressant le droit de l'Union, année 2013 / dir. scientif. J.-S. Bergé. – *RTD Eur.* 2014/2.

1.7. Comptes rendus d'ouvrages

D'AVOUT (L.). – Compte rendu *RTD Eur.* 2014/2, p. IV-VI de Ho-Dac (M.). – *La loi du pays d'origine en droit de l'Union européenne. Analyse sous l'angle du droit international privé.* – Paris : Bruylant, 2012. – 639 p. – www.dalloz-revues.fr.

BERGÉ (J.-S.).

- Compte rendu de H.-J. Lucas (en hommage). – *Les modèles propriétaires au XXI^e siècle*, (Actes du colloque international CECOJI). – Paris : LGDJ, 2012. – 255 p. – *Droit et Société*, 86/2014, p. 237-239.

- Compte rendu *RTD Eur.* 2014/1, p. VI-VII de Gragl (P.). – *The Accession of the European Union to the European Convention on Human Rights.* – Oxford : Hart Publishing, 2013. – www.dalloz-revues.fr.

- Compte rendu *RTD Eur.* 2014/1, p. IX, Moccia (L.) (ed.). – *The Making of European Private Law: Why, How, What, Who.* – Bruxelles : Intersentia, 2013. – 225 p. et Schulze (R.), Zoll (Fr.) (eds). – *The Law of Obligations in Europe. A New Wave of Codifications.* – Bruxelles : Intersentia, 2013. – 458 p. – www.dalloz-revues.fr.

- Compte rendu *Revue Droit et Société*, 86/2014, p. 237-239 de H.-J. Lucas (en hommage). – *Les modèles propriétaires au XXI^e siècle*, Actes colloque international organisé par le CECOJI. – Paris : LGDJ 2012. – 255 p.

- Compte rendu *RTD Eur.* 2014/2, p. IX-X de Nuyts (A.), Hatzimihail (N.E.). – *Cross-Border Class Actions, The European Way.* – Munich : Sellier, 2013. – 327 p. – www.dalloz-revues.fr.

- Compte rendu *RTD Eur.* 2014/2, p. X de Reich (N.). – *General Principles of EU Civil Law.* – Bruxelles : Intersentia, 2013. – 216 p. – www.dalloz-revues.fr

- Compte rendu *RTD Eur.* 2014/3, p. I de Pasa (B.), Morra (L.). – *Translating the DCFR and Drafting the CESL. A Pragmatic Perspective.* – Munich : Sellier, 2014. – 350 p. – www.dalloz-revues.fr.

- Compte rendu *RTD Eur.* 2014/3, p. II de Sefton-Green (R.), Usunier (L.). – *La concurrence normative. Mythes et réalités.* – Paris : Société de Législation comparée, 2013. – 298 p. – www.dalloz-revues.fr.

FERRAND (F.). – Compte rendu *RTD Eur.* 2014/4, à paraître, de C. Esplugues et S. Barona (eds). – *Global Perspectives on ADR.* – Bruxelles : Intersentia, 2014. – 554 p. – www.dalloz-revues.fr.

FRANCOZ TERMINAL (L.). – Compte rendu *RTD Eur.* 2014/4, à paraître, de Giliker (P.). – *The Europeanisation of English Tort Law.* – Oxford : Hart Publishing, 2014. – www.dalloz-revues.fr.

NOURISSAT (C.). – Compte rendu *RTD Eur.* 2014/1, p. VII-VIII de Heremans (T.). – *Professional Services in the EU Internal Market. Quality Regulation and Self-Regulation.* – Oxford : Hart Publishing, 2012. – 388 p. et Stelkens (U.), Weiß (W.), Mirschberger (M.). – *The Implementation of the EU Services Directive. Transposition, Problems and Strategies.* – La Haye : Springer, 2012. – 665 p. – www.dalloz-revues.fr.

2. RÉSEAUX ET PROGRAMMES SCIENTIFIQUES

2.1. Participation au Groupement de recherche RUEDELS



L'EDIEC collabore aux travaux du [GDR RUEDELSJ](#) (Réseau Universitaire Européen « Droit de l'Espace de Liberté, Sécurité et Justice », GDR 3452), créé en 2011.

Les objectifs du GDR sont de :

Fédérer de manière visible et transdisciplinaire l'action des laboratoires de recherche français spécialisés dans l'étude du droit de l'Espace de liberté, sécurité justice de l'Union européenne (ELSJ), reconnu comme étant d'excellence par l'AERES, à savoir : le **CDRE** (Univ. de Pau et des pays de l'Adour, EA 3004), le **CEJEC** (Univ. de Nanterre, EA 2320), l'**UMR 6201** « Droit public comparé – Droit international – Droit européen » (CERIC), l'**EDIEC** (Univ. Jean Moulin Lyon 3, EA 4185), l'**IRDEIC** (Univ. de Toulouse I, EA 4211).

Constituer un pôle d'expertise de niveau européen en fédérant les compétences de juristes de droit interne comme de droit européen, de droit privé comme de droit public autour des grands thèmes de développement de l'ELSJ, qu'ils soient matériels ou transversaux, ces thèmes étant affichés comme leurs priorités scientifiques.

Offrir un point d'entrée et de contact aux grands réseaux académiques européens auxquels les unités du GDR participent déjà activement en matière d'immigration, d'entraide répressive européenne, de droits fondamentaux, de coopération civile, avec une ouverture sur la Méditerranée.

Soutenir et contribuer aux programmes de recherches communs aux unités composant le GDR, en particulier en développant les codirections de thèse et en les soutenant matériellement.

Institutionnaliser l'organisation et la tenue des ateliers doctoraux européens relatifs à l'ELSJ institués depuis deux ans réunissant chercheurs et doctorants (Toulouse 2009, Bayonne 2010).

Valoriser la recherche relative à l'ELSJ à travers la conception et la mise à disposition d'outils documentaires spécialisés et de diffusion (base documentaire spécialisée, blog, lettre informatique, revue en ligne à terme).

Ses axes de recherche sont les suivants :

- *Droits fondamentaux et immigration* : Pr. Rostane Mehdi, UMR 6201, CERIC, Aix-en-Provence.
- *Le modèle européen à l'épreuve de l'ELSJ* : Pr. Henri Labayle, CDRE, Bayonne.
- *Espace commun, valeurs et réalisation de l'ELSJ* : Pr. Marc Blanquet et Sylvaine Poillot-Peruzetto, IRDEIC, Toulouse.
- *Marché intérieur et ELSJ : ruptures et convergences* : Pr. Sophie Robin-Olivier, CEJEC, Nanterre.
- *Les instruments de l'ELSJ, entre droit commun et reconnaissance mutuelle* : Pr. Jean-Sylvestre Bergé, EDIEC, Lyon 3.

C'est à Lyon que le **GDR RUEDELSJ** a organisé sa **3^e session doctorale européenne**, les 14 et 15 juin 2012, rassemblant une vingtaine d'universités françaises et européennes. La manifestation était organisée dans les locaux de la Faculté de Droit, en partenariat avec l'[EDIEC](#), l'[EDD](#) et l'[Ordre des avocats du Barreau de Lyon](#). Les vidéos de la session sont [en ligne](#) (prise de vue et mise en ligne : Lyon 3, SUEL).

2.2. Collaboration(s) avec le Groupement d'intérêt public Mission de recherche Droit et Justice (GIP Justice)

La [Mission de recherche Droit et Justice](#) est un groupement d'intérêt public, créé en 1994, dont les membres fondateurs sont le Ministère de la justice, le Centre national de la recherche scientifique, l'École nationale de la magistrature, le Conseil national des barreaux et le Conseil supérieur du notariat. Le Ministère de la recherche, l'Institut des hautes études sur la justice et l'Association française pour l'histoire de la justice sont membres associés.

Le projet scientifique EDIEC / GIP Mission de recherche Droit et Justice « La rupture du mariage en droit comparé »

L'EDIEC a participé, par l'intermédiaire de l'Institut de droit comparé Édouard Lambert, à une recherche scientifique consacrée à la future application du règlement de l'Union européenne Rome III n° 1259/2010 du 20 décembre 2010 mettant en œuvre une *coopération renforcée dans le domaine de la loi applicable au divorce et à la séparation de corps*, entré en application le 21 juin 2012 et auquel quatorze États membres ont décidé de prendre part (dont la France).

La recherche consiste à présenter le droit du divorce (tant matériel que procédural) dans différents États membres, parties ou non au règlement Rome III. Feront ainsi l'objet de l'étude l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, l'Espagne, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, la Roumanie (qui sont parties au règlement Rome III), mais aussi l'Angleterre et le Pays de Galles, les Pays-Bas, la Pologne et la Suède (qui ne sont pas parties au règlement). L'objectif de la recherche est de donner aux magistrats ayant à appliquer le règlement Rome III une vision globale de la loi applicable (choix de la loi applicable, causes de divorce, procédure, effets personnels et patrimoniaux), mais aussi de situer la loi étrangère dans son contexte afin de doter le juge d'un outil lui permettant de mieux « acculturer » le droit étranger ou de prendre les mesures adaptées au contexte juridique dans lequel la décision sera exécutée.

Un vivier d'experts des pays concernés a été établi ; un questionnaire a été rédigé en français et en anglais afin d'interroger les experts sur le droit international privé, mais aussi sur le droit matériel et procédural du divorce en vigueur dans leur pays (questionnaire de plus de 90 entrées).

Une première réunion a eu lieu à Lyon le 9 mars 2012 avec les experts afin d'exposer les objectifs et la méthodologie de la recherche ainsi que de finaliser, à l'aide des remarques et suggestions des experts, le questionnaire à partir duquel seront bâtis les rapports nationaux. Une seconde réunion avec les experts s'est tenue en mars 2013.

Le rapport final a été établi et remis en octobre 2013 (758 p.) et ses travaux ont servi d'appui au colloque « Le divorce en Europe » (CDF, IDCEL et 1^{re} Chambre civile de la Cour de cassation), à la Cour de cassation, le 6 novembre 2014.



Frédérique FERRAND
Professeure des universités, Agrégée de droit privé
Membre de l'Institut Universitaire de France
Directrice de l'IDCEL
Directrice de l'EDIEC

* Experts :

Allemagne : Prof. D. Martiny (Prof. émérite, Max Planck Institut Hambourg) et Prof. F. Ferrand (Univ. Jean Moulin Lyon 3) ; *Angleterre et Pays de Galles* : L. Francoz Terminal (Univ. Jean Moulin Lyon 3, Directrice adjointe de l'IDCEL) ; *Autriche* : Prof. M. Roth (Univ. Salzburg) ; *Belgique* : Prof. W. Pintens (Univ. Leuven) ; *Bulgarie* : Prof. V. Todorova (Univ. Plovdiv) ; *Espagne* : Prof. C. Guilarte Martin-Calero (Univ. Valladolid) ; *France* : Ch. Bidaud-Garon (Univ. Jean Moulin Lyon 3) ; *Grèce* : Prof. P. Agallopoulou (Prof. émérite, Univ. du Pirée) ; *Hongrie* : A. Lele (Univ. Szeged) ; *Italie* : Prof. M. Panforti (Univ. Modane) ; *Pays-Bas* : Prof. P. Vlaardingerbroeck (Univ. Tilburg) ; *Pologne* : Prof. A. Stepien-Porek (Univ. Gdansk) ; *Roumanie* : M. Scheaua ; *Suède* : Prof. M. Jänträ-Jareborg (Univ. Uppsala).

2.3. Programme Jean Monnet (*Lifelong Learning Programme, Key Activity 1*) « Les frontières du droit international privé européen » (1^{er} septembre 2013 – 31 août 2014)



Sur 595 candidatures déposées auprès de la Commission Européenne, celle du **Centre de Recherche sur le Droit International Privé** (CREDIP) fait partie de celles (1/3) qui ont été retenues en juillet 2013 ([Evaluation project by the EACEA, July 2013](#), avec la note de 18,8/20 et le montant maximal subventionnable pour ce type d'opérations). Le projet, développé au sein de la Faculté de droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3 a porté sur « **Les frontières du droit international privé européen** ».

L'Union européenne s'est engagée dans un processus d'uniformisation des règles de droit international privé des États membres (règles de conflit de lois ; règles de compétences judiciaires ; reconnaissance et exécution des décisions étrangères). Les bouleversements apportés sont considérables, l'adoption de très nombreux règlements européens, la refonte de règlements existants sont autant de défis portés à la formation et réflexion des juristes.

Le but de ce projet était d'ouvrir en Europe des **espaces de discussion et de formation**, réunissant les meilleurs **spécialistes européens** de droit international privé, des praticiens, de jeunes chercheurs et des étudiants de niveau doctoral.

Ont participé à ce projet des enseignants-chercheurs des établissements d'enseignement supérieur suivants : London School of Economics and Political Science, Université Paris I, Université Paris II, Université de Nanterre, Université de Bordeaux IV, Université de Toulouse I, Universitat autònoma de Barcelone, Universitat Pompeu Fabra (Barcelone), Universidad Complutense de Madrid, Universitat de València, Université de Genève, Université de Lausanne, Université catholique de Louvain, Université de Liège, Université d'Anvers, Université de Leyde, Université d'Antwerp, Università di Ferrara et Université de Luxembourg.

Le financement (Projet n° 542359-LLP-1-2013-1-FR-AJM-IC – Décision n° 2013-2891/001-001) a permis d’organiser trois opérations scientifiques :

1. Le colloque international « *Vers un statut européen de la famille ? Libre circulation des familles dans l’Union européenne et interactions entre droit national, international et européen* », un partenariat du **Centre de droit de la famille** et du **CREDIP** – Lyon, Université Jean Moulin Lyon 3, 21 et 22 novembre 2013 – Directeurs scientifiques : **H. Fulchiron**, Professeur, Directeur du CDF ([Équipe de droit privé, EA 3707](#)), **J.-S. Bergé** et **C. Nourissat**, Professeurs, CREDIP.



- 27 intervenants non locaux, parmi les meilleurs spécialistes européens de droit international privé – 158 participants : universitaires, professionnels du droit et doctorants.
- Vidéos en ligne : <http://suel.univ-lyon3.fr/el-tv-2/24-centre-de-droit-de-la-famille-vers-un-statut-europeen-de-la-famille-colloque-21-22-11-2013>.
- Parution des actes en octobre 2014 : *Vers un statut européen de la famille* / dir. H. Fulchiron et Ch. Bidaud-Garon. – Paris, Dalloz, 2014. – 276 p.

2. Un premier workshop européen : « **European Private International Law – National and International Law** », organisé à Barcelone les 27 et 28 mars 2014 ([Université autonome de Barcelone](#)) – Directeurs scientifiques : **Jean-Sylvestre Bergé**, **Miguel Gardeñes Santiago**, Professeur ([Université autonome de Barcelone](#)), et **Stéphanie Francq**, Professeur ([Université catholique de Louvain](#)).

Les communications (en anglais) portaient sur l’articulation du droit international privé européen avec les constructions de droit national (substantiel et procédural) et international et sur l’articulation du droit international privé européen avec le droit international privé applicable dans les rapports avec les pays tiers à l’UE.

Cette manifestation a également obtenu le soutien de la [Ville de Lyon](#), de la Commission Recherche de l’[Université Jean Moulin Lyon 3](#) et de notre équipe d’accueil, l’Équipe de droit international, européen et comparé ([EDIEC](#)).



J.-S. Bergé, Ester Zapater (Doyen), St. Francq, M. Gardeñes Santiago

Marc Fallon, Blanca Vilà Costa, St. Francq

- 16 intervenants non locaux – 37 participants.
- Vidéos en ligne : <http://suel.univ-lyon3.fr/el-tv-2/92-seminar-n-1-barcelona-european-private-international-law-27-28-march-2014>.
- Les actes du workshop paraîtront chez Bruylant début 2015.

3. Un second workshop européen : « **What are the Boundaries Between Internal Market and European PIL and Among PIL Instruments ?** », organisé à Louvain-la-Neuve les 5 et 6 juin 2014 ([Université catholique de Louvain](#)) – Directeurs scientifiques : **Jean-Sylvestre Bergé**, **Stéphanie Francq**, Professeur ([Université catholique de Louvain](#)) et **Miguel Gardeñes Santiago**, Professeur ([Université autonome de Barcelone](#)).

Les communications (en anglais) portaient sur l’articulation du droit international privé européen avec les autres constructions du droit européen et sur l’articulation entre les différents instruments européens du droit international privé.

Cette manifestation a également obtenu le soutien de la [Ville de Lyon](#), de la Commission Recherche de l’[Université Jean Moulin Lyon 3](#) et de notre équipe d’accueil, l’Équipe de droit international, européen et comparé ([EDIEC](#)).



Paul Nihoul, J.-S. Bergé, St. Francq, M. Gardeñes Santiago

Jean-Yves Carlier, St. Francq, M. Gardeñes Santiago

- 17 intervenants non locaux – 37 participants.
- Les actes du workshop paraîtront chez Bruylant début 2015.

Le rapport final d’exécution, remis en octobre 2014 à l’EACEA, a été validé par cette agence européenne le 2 décembre 2014 (*Grant Decision n° 2013-2891 / 542359*).

3. OPÉRATIONS SCIENTIFIQUES : SUIVI 2013 ET ORGANISATION 2014

3.1. Colloques, workshops, journées d'études, ateliers de recherche et conférences



14-15 novembre 2013, UJML3
Auditorium André Malraux

« *Les transitions énergétiques dans l'Union européenne* »



Colloque CEE – Dir. scientifique : **B. Le Baut-Ferrarese**, Maître de conférences HDR en droit public.

Ce colloque a bénéficié du soutien de l'[Équipe de Droit International Européen et Comparé](#) (EDIEC – EA n° 4185, délibération du conseil de direction du 9 octobre 2012), de l'[Université Jean Moulin Lyon 3](#) (délibération du conseil scientifique du 25 juin 2013), de la [Ville de Lyon](#) (délibération du conseil municipal du 23 septembre 2013) et du [Département du Rhône](#) (délibération de la commission permanente du conseil général du 4 octobre 2013).

Les actes seront publiés chez Bruylant, dans la collection CEE (n° 9), en 2015.



29 novembre 2013, UJML3, Salle de la Rotonde

« *L'eau en droit, l'eau et le droit* »

Colloque CDI (avec le soutien de l'EDIEC), en clôture de l'année internationale de l'eau – Dir. scientifique : **St. Doumbé-Billé**, Professeur, Directeur du CDI.

Les vidéos sont en ligne : <http://suel.univ-lyon3.fr/el-tv/centre-de-droit-international>.



21-22 novembre 2013, UJML3
Auditorium André Malraux

« *Vers un statut européen de la famille ? Libre circulation des familles dans l'Union européenne et interactions entre droit national, international et européen* »



Colloque international du **Centre de droit de la famille** et du **CREDIP** – Dir. scientifique : **H. Fulchiron**, PR, Directeur du CDF ([Équipe de droit privé, EA 3707](#)), **J.-S. Bergé** et **C. Nourissat**.

Ce colloque a été financé avec le soutien du **Programme pour l'éducation et la formation tout au long de la vie de l'Union européenne** (Projet n° 542359-LLP-1-2013-1-FR-AJM-IC – Décision n° 2013-2891/001-001).



Les vidéos sont en ligne : <http://suel.univ-lyon3.fr/el-tv-2/24-centre-de-droit-de-la-famille-vers-un-statut-europeen-de-la-famille-colloque-21-22-11-2013>.

Les actes sont parus en octobre 2014 : *Vers un statut européen de la famille* / dir. H. Fulchiron et Ch. Bidaud-Garon. – Paris : Dalloz, 2014. – 276 p.



13 décembre 2013, UJML3, Bibliothèque Montesquieu

« L'autre droit (européen et international) des contrats ? »

Le [CREDIP](#), avec le soutien de l'[IDCEL](#), de l'[École doctorale de droit](#) (ED 492), de l'[EDIEC](#) et des [Éditions Lextenso](#), a organisé une demi-journée de réflexion sur ce thème. Il s'agissait notamment de s'interroger sur le point de savoir si le droit international et/ou européen des contrats s'écrivait de la même manière qu'un droit national des contrats. Ont animé cette discussion, notamment, des chroniqueurs de la *Revue des contrats* et autres spécialistes de droit civil, public, européen et international – Dir. scient. : **J.-S. Bergé**, et **C. Nourissat**, Professeurs, CREDIP.



Les actes de la journée d'études sont parus : **BERGÉ J.-S.** (dir.). – *L'autre droit (européen et international) des contrats ?* (contributions de **M. Karpenschif**, **M. Laazouzi**, F. Marchadier, J.-P. Marguénaud, **C. Nourissat**, G. Pignarre, A. Tenenbaum). – Actes de la journée d'études (EDIEC – EDD – CREDIP), Lyon, 13 décembre 2013. – *Revue des contrats*, n° 2014/3, p. 537-582.

17-19 mars 2014 Séminaire franco-allemand
Université Jean Monnet / Université d'Erlangen / UJML3

Atelier de recherche franco-allemand « *La modernisation de l'organisation de la justice* », organisé par l'[IDCEL](#). – Dir. scient. : **F. Ferrand**, Professeur, Directrice de l'[IDCEL](#).

Ce lieu de rencontre d'universitaires, de praticiens (magistrats, avocats), d'étudiants et de doctorants des deux pays se tiendra pour la troisième fois en 2015.



24 mars 2014, UJML3
Amphi Huvelin

« L'accord sur l'Espace économique européen et l'objectif d'homogénéité »

Grande conférence [CEE](#), Eleftheria Neframi, Professeur à l'Université du Luxembourg

Après **Marc Jaeger**, Président du Tribunal de première instance de l'Union (« *La notion et la politique du revirement de jurisprudence* », 2011), Son Excellence Monsieur **László Trócsányi**, Ambassadeur de Hongrie en France (« *Le contrôle de constitutionnalité en Hongrie et en France : regards croisés* », 2012), le Professeur **Fabrice Picod** de l'Université Paris II – Panthéon-Assas (« *Le nouveau règlement de procédure de la CJUE* », 2013), le Centre d'Études Européennes a invité [Eleftheria NEFRAMI, Professeur à l'Université du Luxembourg](#), à donner une conférence sur le thème *L'accord sur l'Espace économique européen et l'objectif d'homogénéité*.

27-28 mars 2014, Barcelone
Universitat autònoma de Barcelona

« European Private International Law – National and International Law »

Premier workshop européen du **CREDIP** *Les frontières du droit international privé européen, Programme Jean Monnet (Lifelong Learning Programme, Key Activity 1)* – Dir. scientif. : **J.-S. Bergé**, **Miguel Gardeñes Santiago**, Professeur ([Université autonome de Barcelone](#)), et **Stéphanie Francq**, Professeur ([Université catholique de Louvain](#)).

Les communications (en anglais) portaient sur l’articulation du droit international privé européen avec les constructions de droit national (substantiel et procédural) et international et sur l’articulation du droit international privé européen avec le droit international privé applicable dans les rapports avec les pays tiers à l’UE.

Ce workshop a été financé avec le soutien du **Programme pour l’éducation et la formation tout au long de la vie de l’Union européenne** (Projet n° 542359-LLP-1-2013-1-FR-AJM-IC – Décision n° 2013-2891/001-001). Cette manifestation a également obtenu le soutien de la [Ville de Lyon](#), de la Commission Recherche de l’[Université Jean Moulin Lyon 3](#) et de notre équipe d’accueil, l’Équipe de droit international, européen et comparé ([EDIEC](#)).

Les vidéos sont en ligne : <http://suel.univ-lyon3.fr/el-tv-2/92-seminar-n-1-barcelona-european-pil-national-and-international-law-27-28-march-2014>.

Les actes du workshop paraîtront chez Bruylant début 2015.



22-25 mai 2014, UJML3, Salle de la Rotonde

« Droit international et développement »

Colloque international du **CDI** (avec le soutien financier de l’EDIEC et de l’IDCEL) – Dir. scientif. : **St. Doumbé-Billé**, Professeur, Directeur du CDI.

Les enregistrements vidéos ont été mis en ligne : <http://suel.univ-lyon3.fr/el-tv/centre-de-droit-international>.

5-6 juin 2014, Louvain-la-Neuve
Université catholique de Louvain

« What are the Boundaries Between Internal Market and European PIL and Among PIL Instruments ? »

Second workshop européen du **CREDIP** *Les frontières du droit international privé européen, Programme Jean Monnet (Lifelong Learning Programme, Key Activity 1)* – Dir. scientif. : **J.-S. Bergé**, **Miguel Gardeñes Santiago**, Professeur ([Université autonome de Barcelone](#)), et **Stéphanie Francq**, Professeur ([Université catholique de Louvain](#)).

Les communications (en anglais) portaient sur l’articulation du droit international privé européen avec les autres constructions du droit européen et sur l’articulation entre les différents instruments européens du droit international privé.

Ce workshop a été financé avec le soutien du **Programme pour l’éducation et la formation tout au long de la vie de l’Union européenne** (Projet n° 542359-LLP-1-2013-1-FR-AJM-IC – Décision n° 2013-2891/001-001). Cette manifestation a également obtenu le soutien de la [Ville de Lyon](#), de la

Commission Recherche de l'[Université Jean Moulin Lyon 3](#) et de notre équipe d'accueil, l'[EDIEC](#).
Les actes du workshop paraîtront chez Bruylant début 2015.

5 septembre 2014
UJML3, Salle des Professeurs

Workshop « *Regards croisés sur la concurrence* »

Atelier scientifique organisé en partenariat avec l'**École de management de Lyon** et l'**Université Lumière Lyon 2** – Dir. scientif. : **C. Nourissat**, Professeur, Directeur du **CREDIP**.

1^{er}-4 octobre 2014
Séoul, Yonsei University, Gwang-Bok Hall, International Conference Room



International Association of Procedural Law Seoul Conference 2014 (IAPL 2014) – Keynote Speech on general aspects of the topic « **Constitution and Civil proceedings** », by **F. Ferrand**, Professeur, Directrice de l'**EDIEC** et de l'**IDCEL** – Website : www.iapl-seoul.com.

3-4 octobre 2014 – 6th *Workshop Ius Commune*
UJML3, Salle des Professeurs

***Casebook Group on Horizontal Effects of European Law
on legal relationships between individuals***

Atelier scientifique *Project Ius Commune Casebook on the Effects of European Law on legal relationships between individuals* (2012-2016), directed by Arthur Hartkamp, Professor of European Private Law, Radboud University Nijmegen, former Procureur-Général at the Supreme Court of the Netherlands – Dir. scientif. : **J.-S. Bergé**, Professeur, **B. de Clavière**, Maître de conférences, **CREDIP**.



6 novembre 2014
Paris, Cour de cassation

« Le divorce en Europe »

Colloque CDF, **IDCEL** et 1^{ère} Chambre civile de la Cour de cassation

Le rapport scientifique *La rupture du mariage en droit comparé* (CDF, **IDCEL** octobre 2013, 758 p.) ont servi d'appui aux travaux de ce colloque.

3.2. Communications à des colloques, journées d'études, conférences et séminaires

BERGÉ (J.-S.).

- Conférence débat *L'application du droit dans un contexte global : débat sur la méthode* – Anim. et discuss. Pr. E. Millard – Nanterre, École doctorale de droit et de sciences politiques – janv. 2014.
- CEPOL – *Working Group in relation to the elaboration of the CEPOL Master Programme « Policing in Europe »* – Bramshill (UK), mars 2014, juillet et septembre 2014.
- *Boundaries of European Private International Law – Jean Monnet Lifelong Learning Program – Project n. 54239-LLP-1-2013-1-FR-AJM-IC* – Seminar n° 1 – European PIL, National and International Law – Coord. : J.-S. Bergé, S. Francq, M. Gardeñes Santiago – Barcelone, mars 2014.
- *Project Ius Commune Casebook on the Effects of European Law on legal relationships between individuals (2012-2016)*, directed by Arthur Hartkamp, Professor of European Private Law, Radboud University Nijmegen; former Procureur-Général at the Supreme Court of the Netherlands – 5th meeting – Porto, avril 2014.
- Conference *Operating the Law in a Global Context: the Challenge of the Contextualization* – New York University – Center for the Global Affairs – New York, avril 2014 : <https://www.youtube.com/watch?v=3ein5cwIzTw>.
- Intervention sur le thème *La personne dans le droit de l'UE et la distinction entre le droit-source et le droit-objet* – La notion de personne en droit de l'Union européenne (dir. scientif. : M. Cannarsa) – Lyon, Université Catholique de Lyon, mai 2014.
- *Boundaries of European Private International Law – Jean Monnet Lifelong Learning Program – Project n. 54239-LLP-1-2013-1-FR-AJM-IC* – Seminar n° 2 – European PIL and European Law – Coord. : J.-S. Bergé, S. Francq, M. Gardeñes Santiago – Louvain-La-Neuve, juin 2014.
- *Ateliers doctoraux sur le pouvoir juridictionnel dans l'ELSJ* – NANTERRE – CEJEC – GDR CNRS ELSJ, juin 2014.
- Animation du séminaire *Reconnaissance mutuelle, concurrence des droits ou harmonisation* – École d'été « La constitution économique de l'Union européenne » – Strasbourg, Université de Strasbourg, sept. 2014.
- Conférence *The Combination of International, European and National Law : the example of the fight against terrorism* – Certified Expert Programme in International Law Enforcement Cooperation (ICEP) – Training session – Lyon, INTERPOL, sept. 2014.
- *Project Ius Commune Casebook on the Effects of European Law on legal relationships between individuals (2012-2016)*, directed by Arthur Hartkamp, Professor of European Private Law, Radboud University Nijmegen; former Procureur-Général at the Supreme Court of the Netherlands – 6th meeting – Lyon, CREDIP, oct. 2014.
- Conférence *L'application du droit au pluriel : réflexions sur le travail du juriste dans la mondialisation* – Universidade de São Paulo-USP, Faculdade de Direito – São Paulo, nov. 2014.
- Allocution introductive *Union européenne et démocratie : une construction par le bas* – Associação Brasileira dos Constitucionalistas – XXIII Encontro Nacional de Direito Constitucional : A Democracia – 6, 7 e 8 de novembro de 2014 – Faculdade de Direito da Universidade de São Paulo – FADUSP – São Paulo, nov. 2014.

- Presentation *The Idea of Circulation in a Complex Legal Order* – Second International Research Workshop (USP/UNESP/UNICAMP Brazil – UDL France) – Track: Social Sciences And The Humanities In The Globalized World – São Paulo, nov. 2014.
- Conference *Operating the law in a global context : the three steps method* – Rio de Janeiro, Universidade do Estado do Rio de Janeiro – UERJ, nov. 2014.
- Conference *Operating European Law in a Global Context : discussion on the method* – The European Union as a Global International Actor, [Lecture Series organised by Prof. Eleftheria Neframi, University of Luxembourg, Jean Monnet Chair](#) – Luxembourg, Université du Luxembourg, nov. 2014.
- Intervention *L'application du droit international au pluriel : le cas des dispositions impératives* – Paris, International Law Association, nov. 2014.
- Lecture on *Intellectual Property Law & Multilevel Context* – LLM Comparative and European Private International Law (in cooperation with University of Dundee) – Toulouse, Université de Toulouse 1 – Capitole, nov. 2014.
- Policing in Europe: Legal aspects of International Police Cooperation – Lecture with S. Poillot Peruzzetto on “*Main principles of cooperation in the field of security and justice*” – Lyon, CEPOL, ENSP, GDR CNRS ELSJ, déc. 2014.

CLAVIÈRE (B. de).

- *Project Ius Commune Casebook on the Effects of European Law on legal relationships between individuals* (2012-2016), directed by Arthur Hartkamp, Professor of European Private Law, Radboud University Nijmegen; former Procureur-Général at the Supreme Court of the Netherlands – 5th meeting – Porto, avril 2014.
- Communication *The Scope of European Consumer Law (Substantive and Private International Law Aspects)* – “Boundaries of European Private International Law – Jean Monnet Lifelong Learning Program – Project n. 54239-LLP-1-2013-1-FR-AJM-IC” – Seminar n° 2 – European PIL and European Law – Coord. : J.-S. Bergé, S. Francq, M. Gardeñes Santiago – Louvain-La-Neuve, juin 2014.
- *Project Ius Commune Casebook on the Effects of European Law on legal relationships between individuals* (2012-2016), directed by Arthur Hartkamp, Professor of European Private Law, Radboud University Nijmegen; former Procureur-Général at the Supreme Court of the Netherlands – 6th meeting – Lyon, CREDIP, oct. 2014.

DURAND (E.). – Conférence *Politique et marché : quels rôles pour le développement de l'électricité renouvelable ?* – Journée « *Energy Days* », UJML3, 24 juin 2014 (avec I. Debay).

FERRAND (F.).

- Communication *L'eupéanisation de la procédure civile sous l'influence de l'Union européenne.* – Colloque « Les métamorphoses de la procédure civile ». – Caen, 28 mars 2014.
- Présentation de l'accès à la Cour fédérale de Justice, à la Cour fédérale du Travail de RFA et à la Cour suprême d'Autriche Participation à la Commission du Club des Juristes sur La Régulation du contentieux devant les Cours suprêmes, de janvier à juin 2014..
- Conférence *L'office du juge en droit comparé franco-allemand.* – « Séminaire franco-allemand sur la justice civile ». – Lyon et Saint-Etienne, mars 2014.
- Conférence *Supreme Courts, Access and Impact : The French Cour de cassation*". –

Séminaire sino-européen. – Pékin : Peking University, avril 2014.

- Keynote speech *Constitution and Civil Proceedings*. - Colloque mondial de l'Association internationale de droit processuel. – Séoul : 2-3 oct. 2014.

- *Présentation des analyses du rapport sur les causes de divorce et la procédure de divorce*. – Colloque « La rupture du mariage en droit comparé », coopération CDF, IDCEL et 1^{ère} chambre civile de la Cour de cassation. – Paris : Cour de cassation, 6 nov. 2014.

- Communication *Mindeststandards im Zivilprozessrecht, Französischer Bericht*. – Conférence de Wiesbaden sur Mindeststandards im Zivilprozess, 14-15 nov. 2014.

- *Présentation du projet de Règles relatives à la litispendance et à l'autorité de chose jugée* ELI/UNIDROIT Project European Rules of Civil Procedure. – Rome : UNIDROIT, 27-28 nov. 2014.

FERRARI-BREEUR (Ch.). – Communication *L'accès aux biens culturels : le temps allongé - Un droit qui préserve le passé : l'exemple du droit de préemption* – 18^e rencontres juridiques de la Faculté de Droit et Science politique de l'Université Lumière Lyon 2 sur le thème « L'accès aux biens culturels. Quel(s) défi(s) pour le droit? » – Lyon, 4 décembre 2014.

FRANCOZ TERMINAL (L.).

- Communication *La capacité juridique de l'enfant* – Assises nationales des avocats d'enfants, Barreau de Lyon, 21-22 novembre 2014.

- Communication *Les conséquences du divorce en droit comparé* – Colloque « La rupture du mariage en droit comparé », coopération CDF, IDCEL et 1^{ère} chambre civile de la Cour de cassation. – Paris : Cour de cassation, 6 nov. 2014.

KRUZSLICZ (P.).

- Communication *Analyse des compétences de l'ordre juridique de l'Union européenne : moyens et résultats de l'action de l'UE*. – Paris : séminaire de recherche Université de Szeged – Université Paris I Panthéon – Sorbonne, 19 déc. 2014 (projet de recherche Balaton).

- Conférence *Les valeurs de l'Europe des valeurs : la protection des valeurs à caractère constitutionnel par l'Union européenne*. – Szeged : Université de Szeged – Université Paris I Panthéon – Sorbonne, 27 nov. 2014 (projet de recherche Balaton).

- Conférence *Az Európai Unió értékei a Szerződések értelmében, Nemzeti identitás és nemzeti alkotmányos identitás az Európai Unió és a tagállamok viszonylatában*. – Université de Szeged, 10 nov. 2014.

- Communication *A területi decentralizáció magyarországi és franciaországi rendszerének összehasonlító elemzése*. – Colloque. – Faculté de droit et des sciences politiques, Université de Szeged, juin 2014.

- Communication *Les constructions constitutionnelles nationales et les valeurs constitutionnelles européennes : sources d'intégration et bases des identités*. – Conférence internationale « Désintégration et intégration en Europe centrale et orientale ». – Cluj : Faculté d'études européennes de l'Université Babeş-Bolyai, 24 oct. 2014.

- Communication *La crise des valeurs – les valeurs de crise : la consécration juridique des questions identitaires en Europe centrale*. – Colloque international « Citoyenneté et

intégration : 7 et 10 ans après ». – Cluj : Faculté d'études européennes de l'Université Babeş-Bolyai, 15 mai 2014.

- Communication *Les défis de l'enseignement en français au niveau universitaire* – Présentation du Centre universitaire francophone de Szeged. – Budapest : Université Eötvös Loránd, 28 mars 2014.

LAAZOUZI (M.).

- Communication *Le contentieux étatique et arbitral des contrats administratifs internationaux : quelles interactions ?* – Colloque « Après les arrêts *Inserm* et *Ryanair*, quel régime pour l'arbitrage en droit administratif ? » – Université d'Avignon / dir. J.-B. Racine, D. Mouralis, 19 septembre 2014.

- Communication *La coordination des ordres juridiques étatiques à l'épreuve de la fraude* – Atelier « Les métamorphoses du droit international privé contemporain : nouvelles problématiques, nouvelles méthodes » – Université Saint-Joseph de Beyrouth / dir. H. Fulchiron, M.-C. Najm, 15-16 mai 2014.

- Communication *La clause marché intérieur* – Colloque « Quel avenir pour la théorie générale du conflit de lois ? » / dir. T. Azzi, O. Boscovic. – Université Paris V – Renée Descartes, Faculté de droit, 14 mars 2014.

LEKKOU (E.). – Communication *Réflexions sur la pratique, à la lumière du droit de l'UE, du contrôle de constitutionnalité a posteriori en France et en Grèce* – 9^e Congrès français du droit constitutionnel, Lyon, 27-29 juin 2014 (<http://www.afdc.fr/congresLyon/accueillyon.html>).

MOILLE (C.). – Communication *Issues of Articulations between EPIL and National and International Systems relating to Sale of Goods* – “Boundaries of European Private International Law – Jean Monnet Lifelong Learning Program – Project n. 54239-LLP-1-2013-1-FR-AJM-IC – Seminar n° 1 – European PIL, National and International Law” – Coord. : J.-S. Bergé, S. Francq, M. Gardeñes Santiago – Barcelone, mars 2014.

PANET (A.). – Communication *The recognition of situations of personal status created in third countries* – “Boundaries of European Private International Law – Jean Monnet Lifelong Learning Program – Project n. 54239-LLP-1-2013-1-FR-AJM-IC – Seminar n° 2 – European PIL and European Law” – Coord. : J.-S. Bergé, S. Francq, M. Gardeñes Santiago – Louvain-La-Neuve, juin 2014.

PASCALE (B.). – Communication *The Scope of European Consumer Law (Substantive and Private International Law Aspects)* – “Boundaries of European Private International Law – Jean Monnet Lifelong Learning Program – Project n. 54239-LLP-1-2013-1-FR-AJM-IC” – Seminar n° 2 – European PIL and European Law – Coord. : J.-S. Bergé, S. Francq, M. Gardeñes Santiago – Louvain-La-Neuve, juin 2014.

PELLEGRINI (C.). – Communication *The Boundaries of Private International Law: State of European and American Exorbitant Jurisdiction Rules* – “Boundaries of European Private International Law – Jean Monnet Lifelong Learning Program – Project n. 54239-LLP-1-2013-1-FR-AJM-IC” – Seminar n° 2 – European PIL and European Law – Coord. : J.-S. Bergé, S. Francq, M. Gardeñes Santiago – Louvain-La-Neuve, juin 2014.

REYDELLET (C.). – Communication *Le renouveau de la corrélation entre droit applicable et juge compétent en droit international privé de la famille* – Université Saint-Joseph de Beyrouth / dir. H. Fulchiron, M.-C. Najm, 15-16 mai 2014.

SOUSI (B.). – Communication *Le champ d’application du Mécanisme de supervision unique* – Université Paris 2 – Panthéon Assas, 28 mai 2014.

TREPPOZ (E.).

- Communication *Le juge et l’esthétique* – Les journées Juridiques du Patrimoine – Paris, oct. 2014.

- Conférence *What is Art? A legal perspective* – Yale University – Yale European Undergraduates et La Société Française, avr. 2014.

- Communication *Online infringement in Europe: from end-users to Internet Service Providers* – UNLV, William S. Boyd, School of Law, Faculty Enrichment, Guest Speaker, févr. 2014.

4. ORGANISATION ET VIE DE L'EDIEC

4.1. Soutenances de thèses

- **ALATA Ayham.** – *La codification du droit de la responsabilité des organisations internationales. Étude des travaux de la Commission du droit international relatifs au projet d'articles sur la responsabilité des organisations internationales.* – Thèse, sous la direction de Stéphane Doumbé-Billé, soutenue le 8 décembre 2014. – Discipline : Droit international et Relations internationales.

- **CHENG (Rui).** – *L'association des avocats de la République populaire de Chine : une approche comparative au regard du droit français.* – Thèse, sous la direction de Frédéric Ferrand, soutenue le 26 juin 2014. – Discipline : Droit Comparé.

- **COMBET (Mathieu).** – *L'établissement des sociétés en droit de l'Union européenne : contribution à l'étude de la création jurisprudentielle d'un droit subjectif.* – Thèse, sous la direction de Cyril Nourissat, soutenue le 12 septembre 2014. – Discipline : Droit de l'Union européenne.

- **DEME Baba Hamady.** – *La protection de l'État d'accueil dans l'arbitrage CIRDI.* – Thèse, sous la direction de Stéphane Doumbé-Billé, soutenue le 13 novembre 2014. – Discipline : Droit international et Relations internationales.

- **ESSOH (Jean Bosco).** – *Recherches sur les relations entre les droits de l'homme et l'environnement en droit international.* – Thèse, sous la direction de Stéphane Doumbé-Billé, soutenue le 26 septembre 2014. – Discipline : Droit international et Relations internationales.

- **LAOUROU (Eloi).** – *La négociation des conventions internationales dans le domaine de la protection de l'environnement. Contribution à l'évaluation des déterminants juridiques, économiques et politiques.* – Thèse, sous la direction de Stéphane Doumbé-Billé, soutenue le 2 décembre 2014. – Discipline : Droit international et Relations internationales.

- **LUNCA (Marina).** – *Les relations entre l'Union européenne et l'ONU. Essai d'analyse juridique de la dynamique relationnelle entre les deux institutions.* – Thèse, sous la direction de Stéphane Doumbé-Billé, soutenue le 17 février 2014. – Discipline : Droit international et relations internationales.

- **NTWARY (Guy-Fleury).** – *L'Union africaine et la promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité en Afrique.* – Thèse, sous la direction de Stéphane Doumbé-Billé, soutenue le 1^{er} décembre 2014. – Discipline : Droit international et relations internationales.

- **PANET (Amélie).** – *Le statut personnel à l'épreuve de la citoyenneté européenne. Contribution à l'étude de la méthode de reconnaissance mutuelle.* – Thèse, sous la direction de Cyril Nourissat, soutenue le 13 février 2014. – Discipline : Droit international privé.

- **RA (Sotheavireak).** – *La protection des investisseurs directs étrangers au Cambodge.* – Thèse, sous la direction de Cyril Nourissat, soutenue le 19 décembre 2014. – Discipline : Droit international privé.
- **ROBERT (Loïc).** – *La contribution de l'Union Européenne au droit international des droits de l'homme.* – Thèse, sous la codirection de Michaël Karpenschif et Christine Ferrari-Breeur, soutenue le 24 septembre 2014. – Discipline : Droit de l'Union Européenne.
- **SERAGEL DIN (Sami).** – *Les clauses ayant effet à l'échelle des groupes de contrats.* – Thèse, sous la direction de Nicolas Bouche, soutenue le 29 septembre 2014. – Discipline : Droit des affaires.
- **SIENG (Pikol).** – *La contribution des techniques contractuelles à la promotion des investissements internationaux au Cambodge : l'exemple du contrat build-operate-transfer (BOT).* – Thèse, sous la direction de Cyril Nourissat, soutenue le 19 décembre 2014. – Discipline : Droit international privé.
- **SULEIMAN (Lourdes).** – *Le rôle du droit international dans l'émergence d'un Etat palestinien. Difficultés et limites.* – Thèse, sous la direction de Stéphane Doumbé-Billé, soutenue le 4 juillet 2014. – Discipline : Droit international et relations internationales.

4.2. Prix et distinctions



Photographie David Venier, UJML3, juillet 2014.

Juillet 2014 – Les *Palmes académiques* ont été remises, avec le grade de chevalier, à **Jean-Sylvestre Bergé**, Professeur, CREDIP, **Christine Ferrari-Breeur**, Maître de conférences, CEE, et **Michaël Karpenschif**, Professeur, CEE.



Photographie UJML3, 12 novembre 2014.

12 novembre 2014 – L'un des quatre *Prix du Jeune Chercheur de la Ville de Lyon* a été remis à **Amélie Panet**, pour sa thèse intitulée [Le statut personnel à l'épreuve de la citoyenneté européenne. Contribution à l'étude de la méthode de reconnaissance mutuelle](#), dirigée par le Professeur Cyril Nourissat (CREDIP) et soutenue le 13 février 2014.

4.3. Support pour les masters et les doctorats

4.3.1. Masters

L'Équipe est le support scientifique de la mention **Droit international, européen et comparé**, qui comprend :

- le **Master 1 Droit européen**, dirigé par Florence Zampini, Maître de conférences HDR ;
- le **Master 1 Droit international public** ;
- deux **Masters 2 Droit européen des affaires** (une branche *Recherche*, dirigée par le Professeur Éric Carpano, et une branche *Professionnelle* dirigée par Bernadette Le Baut-Ferrarese, Maître de conférences HDR) ;
- le **Master 2 Droit privé international et comparé** (une branche *Recherche* et une branche *Professionnelle*), placé sous la direction des Professeurs Malik Laazouzi et Frédérique Ferrand ;
- le **Master 2 Recherche de Droit international public**, placé sous la direction du Professeur Stéphane Doumbé-Billé.

Depuis 2012, la **collection « Les mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé »** met en ligne les meilleurs mémoires des Masters 2 Recherche adossés à l'Équipe.

Ainsi deux nouveaux volumes ont-ils été publiés cette année :

GRANGEON (J.). – *La réparation du dommage concurrentiel saisie par le droit de l'Union européenne. Approche comparative*. – Mémoire de Master 2 recherche Droit européen des affaires / dir. Éric Carpano. – Lyon : EDIEC, 2014. – 80 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 6). – Document disponible sur le site web de l'EDIEC, à l'adresse : <http://ediec.univ-lyon3.fr/publications>.

JACQUET-CORTÈS (Ch.). – *La proposition de règlement du 11 octobre 2011 sur le Droit Commun Européen de la Vente. Regard de la doctrine française*. – Mémoire de Master 2 recherche Droit privé international et comparé / dir. Pascale Deumier. – Lyon : EDIEC, 2014. – 89 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé : n° 7). – Document disponible sur le site web de l'EDIEC, à l'adresse : <http://ediec.univ-lyon3.fr/publications>.

4.3.2. Doctorats

L'EDIEC soutient les activités des **doctorants** dirigés par les enseignants-chercheurs des quatre centres de recherche qui la composent, le CDI, le CEE, le CREDIP et l'IDCEL.

4.4. Documentation scientifique

4.4.1. Fonds documentaire du Centre d'Études Européennes

La mise à disposition du public des ouvrages et des périodiques est une activité essentielle du CEE, pour trois raisons principalement :

Le Centre est le **support scientifique** de trois diplômes de droit européen (*Master 1 Droit européen*, *Master 2 Droit européen des affaires* Parcours recherche et Parcours professionnel et *Diplôme d'université en intégration européenne*) et est par ailleurs accessible aux étudiants de tous diplômes, comportant ou non des enseignements de droit européen (Master 1 Droit social notamment, doctorants, autres Master 2 et Magistères de Lyon 3, etc.). Ainsi, en 2012, ce sont plus de 1 000 personnes qui auront utilisé les ressources documentaires du CEE.

Le **centre documentaire**, bibliothèque associée au [Service Commun de la Documentation \(SCD\)](#), dispose du plus important fonds de monographies et d'ouvrages de droit des centres de recherche juridique après les bibliothèques centrales¹.

Le CEE est un [Centre de documentation européenne agréé par l'Union européenne](#) (Office des publications de l'Union européenne, OPUÉ), comme 44 autres établissements d'enseignement supérieur et de recherche de France. Ainsi est-il chargé de l'information sur l'intégration européenne à Lyon, avec l'École de management d'Écully.

Le CEE est dès lors assujetti à trois obligations :

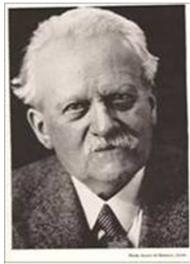
Être dépositaire de documents d'information officielle en version papier et/ou électronique et les mettre à disposition du public : enregistrement, stockage, classement, accueil et orientation du public, gestion du prêt ;
Acquérir des **ouvrages** et s'abonner à des **revues thématiques européennes** : commande, enregistrement, classement, accueil et orientation du public, gestion du prêt ;
Permettre la **consultation des bases de données spécialisées et de sites institutionnels Internet** : 3 postes informatiques avec connexion réseau sont réservés à cette activité et 3 sont réservés aux enseignants-chercheurs permanents ou invités.

Une centaine d'ouvrages, acquis ou provenant de dons, ont pu être catalogués en 2013. Leur localisation par le logiciel Koha permet de rendre visible nationalement le fonds, consultable notamment par l'intermédiaire du **Système Universitaire de Documentation (SUDOC)**. Par ailleurs, le site web du CEE affiche en temps réel les ouvrages acquis et reçus, enregistrés et en cours d'enregistrement.



¹ Avec 3 843 ouvrages catalogués. Source : *La documentation à l'Université Jean Moulin Lyon 3. Rapport annuel 2010*, Lyon, Service Commun de la Documentation, 2011, 50 p., tableau, p. 14 (http://scd.univ-lyon3.fr/medias/fichier/rapport-annuel-2010_1315907120902.pdf).

4.4.2. Fonds documentaire de l'Institut de Droit Comparé Édouard Lambert



Héritière du riche fonds constitué par **Édouard Lambert**, la bibliothèque possède d'importantes collections en droit anglais et en droit américain, lesquels sont régulièrement actualisés. Le fonds de droit allemand est également bien développé. La présence des principales collections de textes législatifs, de jurisprudence, de grandes revues et d'ouvrages de référence permet de faire des recherches de base en droit allemand, droit américain et droit anglais. Les ressources sont encore limitées en droit espagnol et en droit italien et très éparpillées s'agissant des autres droits étrangers. En plus des collections relatives aux droits étrangers, l'Institut



est abonné aux grandes revues de droit comparé et achète la plupart des ouvrages paraissant dans cette discipline. L'Institut est abonné à *LEXIS*, qui donne accès en ligne à l'ensemble de la législation, réglementation et jurisprudence de tous les pays de langue anglaise. Les liens répertoriés sur l'ordinateur de la bibliothèque donnent accès aux textes législatifs étrangers et à de nombreux sites étrangers.

1) Périodiques de droit comparé ou de droit international

- * Annuaire de Législation Française et Étrangère (1952-1989).
- * Bibliographie mensuelle de la Bibliothèque des Nations Unies (1986-1997)
- * Bibliothèque de l'IDC de Lyon (48 tomes). Accès réservé.
- * Cahiers Juridiques et Fiscaux de l'Exportation (1989 - 1999)
- * Collection Jupiter : composée de trois tomes : contrats et statuts, distribution, sociétés. Collection mise à jour régulièrement, recense les textes législatifs en vigueur dans les principaux pays européens, dans le domaine du droit des affaires. Les textes sont proposés en français et dans leur langue d'origine.
- * Comparative Juridical Review (1964 - 1994)
- * Comparative Law (Nihon University Tokyo) (1992 -)
- * European Review of Private Law (2000 -)
- * International Center for Comparative Law and Politics Review (revue de l'université de Tokyo), (1999 -)
- * International Encyclopaedia of Comparative Law.
- * Journées de la Société de Législation Comparée (1985 - 1995)
- * Jugoslovenska revija za meduna pravo (1990 - 1994)
- * Jurisclasseur Périodique Droit Comparé.
- * Revue de Droit Comparé - Comparative Law Review (Institut Japonais de Droit Comparé, 1956 -)
- * Revue de Droit International et de Droit Comparé (Institut Belge de Droit Comparé, 1950 -)
- * Revue de droit uniforme (1987 -)
- * Revue hellénique de droit international (1989 -)
- * Revue Internationale de Droit Comparé (1949 -) anciennement : Bull. mens. de la Société de Législation Comparée (1914-1948)
- * Revue roumaine des sciences juridiques (1987 - 1998)
- * Sladitzs' Bibliography on foreign and comparative law (1953-1990)
- * The American Journal of Comparative Law (1952 -)
- * The International and Comparative Law Quarterly (1961 -)

2) Périodiques de droit américain

- * Cornell Law Review (1950 -)
- * Harvard Law Review (1971 -)
- * Northwestern University Law Review (1953 -)
- * Supreme Court Reporter (1883 - 1998)
- * Tulane European and Civil Law Forum (1973 -)
- * Tulane Law Review (1977 -)
- * Yale Journal of Law and the Humanities (1992 -)
- * Yale Law Journal (1973 -)

3) Périodiques de droit anglais

- * Encyclopédie juridique Halsbury's Laws of England (abonn. en cours).
- * Halsbury's Statutes.

- * Cambridge Law Journal (1921 -)
- * Modern Law Review (1937 -)
- * The Law Quarterly Review (1935 -)
- * The Law Reports : - The Weekly Law Reports (1972 -)
- * Appeal Cases (1865-)
- * Chancery and Family Division (1865 -)
- * Queen's Bench Division (1865 -)
- * Year Books (accès réservé)

4) Périodiques de droit allemand

- * Archiv des öffentlichen Rechts (1971 - 1993)
- * Archiv für die civilistische Praxis (1971 -)
- * Entscheidungen des Bundesgerichtshofes in zivilsachen.
- * Entscheidungen des Bundesverfassungsgerichts (1952-)
- * GRUR international Gewerblicher Rechtsschutz und Urheberrecht internationaler teil (1966 - 1999)
- * Jahrbuch für Ostrecht (1974 - 1992)
- * Leibholz Rinck Hesselberger Grundgesetz (1993 -)
- * Maunz-Durig Grundgesetz Loseblatt (2001 -)
- * Monatsschrift für deutsches Recht (1948 -)
- * Nachschlagewerk des Bundesverfassungsgerichtshofs (Lindenmaier Möhing) (1986 -)
- * Neue juristische Wochenschrift (1973 -)
- * Rabel Zeitschrift für ausländisches und internationales Privatrecht (1971 -)
- * Zeitschrift für das gesamte Familienrecht (1967 -)
- * Zeitschrift für Rechtspolitik (1968 -)

5) Périodiques de droit espagnol

- * Revista jurídica de Catalunya (1989 -)
- * Themis de derecho (1986 -)

6) Périodiques de droit italien

- * Rivista di diritto civile (1999 -)
- * Rivista trimestriale di diritto e procedura civile (1973 -)
- * Studi urbinati (1968 - 1996)

7) Autres périodiques

- * Annales de la Faculté de Droit de Louvain (Belgique) (1969 - 1994)
- * General Report on the Activities of the European Communities (Union européenne) (1988 - 1997)
- * Kobe University Law Review (Japon) (1993 -)
- * Osaka University Law Review (Japon) (1995 -)
- * Reports of Cases before the Court of Justice of the European Communities (Union européenne) (1986 - 1999)
- * Revue critique de jurisprudence belge (Belgique) (1966 -)
- * Revue Juridique Thémis (Canada) (1969 -)
- * Revue de la Common law en français (2002 -)
- * Revue de droit suisse (1972 - 1992)

Le Fonds numérisé Édouard Lambert

La totalité des documents numérisés du Fonds Édouard Lambert, sous la direction de **Laurence Francoz Terminal**, Maître de conférences en droit privé et directrice adjointe de l'IDCEL, sont désormais en ligne sur le site web de l'IDCEL ([Fonds Édouard Lambert](#)) :

1895 – *De l'exhérédation et des legs au profit d'héritiers présomptifs. Le droit de succession en France, son fondement, sa nature*, Paris, V. Giard & E. Brière, 1895. xvi+818 pp. : pp. 1-151, pp. 152-319, pp. 320-485, pp. 486-651 et 652-818.

1900 – « Une réforme nécessaire des études de droit civil », *Revue internationale de l'enseignement* 40 (1900), 216-243.

1901 – « La tradición romana sobre la sucesión de formas del testamento ante la historia comparada », Extrait de la *Revista de legislación*, Madrid 1903, pp. 539-553. Traduction: Enrique García Herreros.

1903 – « L'histoire traditionnelle des XII Tables et les critères d'inauthenticité des traditions en usage dans l'école de Mommsen », *Mélanges Ch. Appleton. Études d'histoire du droit dédiées à M. Charles Appleton à l'occasion de son XXV anniversaire de professorat*, Lyon, Rey Imprimeur-Éditeur, Paris, Librairie A. Rousseau, 1903, pp.502-626.

1904 – « Le droit civil et la législation ouvrière. La fonction dynamique de la jurisprudence et l'interprétation sociologique du droit », *Le droit civil et la législation ouvrière*, Paris 1904, pp.152-463.

1905 – « Conception générale, définition, méthode et histoire du droit comparé. Le droit comparé et l'enseignement du droit », transcription de l'intervention d'E. Lambert, *Congrès international de droit comparé, tenu à Paris du 31 juillet au 4 août 1900. Procès-verbaux des séances et documents*, vol. I, Paris, LGDJ, 1905, pp.26-61.

1906 – *Les Inégalités de Classe en Matière d'Électorat Politique. La théorie et la pratique de la révision des listes électorales. Les abus et leurs remèdes. La révision des listes électorales dans le Rhône en 1906*, Coll. L'oppression des humbles par le droit et les méfaits de l'individualisme. Essais de Critique Législative et de Politique Juridique, Paris, V. Giard & E. Brière, 1906. 62 pp.

1919 – *L'enseignement du droit comparé. Sa coopération au rapprochement entre la jurisprudence française et la jurisprudence anglo-américaine*, Annales de l'Université de Lyon. Nouvelle série, II. Droit, Lettres - Fascicule 32, Lyon, A. Rey Imprimeur-Éditeur, Paris, Librairie A. Rousseau, 1919, 118 pp.

1921 – *Le Gouvernement des juges et la lutte contre la législation sociales aux États-Unis. L'expérience américaine du contrôle judiciaire de la constitutionnalité des lois*, Paris, Marcel Giard & Cie., 1921. 276 pp. : pp 1-135 et pp. 136-276. *Faculté de Droit de Lyon. L'Institut de Droit Comparé. Son programme. Ses méthodes d'enseignement. Leçon faite à la séance d'inauguration*, Lyon, A. Rey Imprimeur, 1921, 27 pp.

1922 – « L'information juridique du commerce extérieur », *Bulletin de la Société de législation comparée* vol51, 1922, pp.63-77.
« Séance du mardi 5 juillet 1922. Le Congrès des juristes de Poznan et l'influence française en Pologne » Exposé de M. Lambert, *Bulletin de la Société de législation comparée* vol51 1922, pp. 222-229.
Note sous l'arrêt Cour Suprême des États-Unis 5 juin 1922, *D.* 1922, pp.153-159.

1923 – « Les tendances à l'unification du droit aux États-Unis, 1868-1922 », *Bulletin de la Société de législation comparée* vol. 52 1923, pp.135-165.
« Les débuts du reportage de loi internationale. Le Dor et la Revue internationale du travail », *Bulletin de la Société de législation comparée* vol 52 1923, pp.369-378.
« Préface », in Jackson H. Ralston, *Le droit international de la démocratie*, Collection internationale des juristes populaires Tome 1, traduit de l'anglais par Henri Marquis, Paris, Marcel Giard 1923. xix+180pp.
« René Hoffherr, Le boycottage devant les cours anglaises 1901-1923, Tome IV de la Bibliothèque de l'Institut de droit comparé de Lyon 1923 » (note de lecture) *Bulletin de la Société de législation comparée* vol.52 1923, pp.398-399.

1924 – « Le rôle français d'un recueil de cas juridiques choisis », *Revue Internationale de l'enseignement* vol.78 1924, pp. 336-340
« Préface », in Georges Cornil: *Le droit privé. Essai de sociologie juridique simplifiée*, Collection Internationale des juristes populaires Tome 2, Paris, Marcel Giard 1924. xii+147 pp.

1926 – « Les sources et l'interprétation de la législation du travail en France » (en collaboration avec Paul Pic y Pierre Garraud), *Revue Internationale du travail* 14 (1926), pp.1-36.
« The Sources and the Interpretation of Labour Law in France », *International Labour Review* 4 (1926), pp1-36.
« Les publications tchécoslovaques de liaison scientifique internationale et les enquêtes de l'Institut per l'Europa Orientale de Rome », *Bulletin de la Société de législation comparée* 1926, pp.158-180.
« Préface », in Yehia Tag-Eldine: *Le dol français et la misrepresentation anglaise. Contribution à l'étude de la théorie du*

consentement et de ses vices, Collection de la Bibliothèque de l'Institut de droit comparé série centrale Tome 16 Paris, Marcel Giard, 1926. viii+280 pp. : pp. 1-137 et pp. 138-280.
«Préface», in Emmanuel Lévy, *La Vision Socialiste du Droit*, Collection Internationale des juristes populaires Tome 3, Paris, Marcel Giard, 1926. xvi+183pp.

1928 – «Le droit commun de la Société des Nations. Ses organes actuels. Ses organes à venir (le besoin d'une Faculté de Droit internationale) », *Mémoires de l'Académie internationale de droit comparé Tome I*, Hermann Sack, Sweet & Maxwell, Marcel Rivière 1928, pp. 126-157.

1929 – «The case method in Canada and the possibilities of its adaptation to the civil Law» (en collaboration avec Max J. Wasserman) *Yale Law Journal* vol 39(1) 1929, pp1-21.
«Le droit comparé et la formation d'une conscience juridique internationale». Discours prononcé à la séance de rentrée de l'Université, *Revue de l'Université de Lyon* 1929, pp. 441-463.

1932 – «Coopération universitaire internationales et rapprochement franco-allemand. (L'objet général de ce fascicule)», *Revue de l'Université de Lyon* vol 5, 1932, pp.1-22.

1933 – «Les orientations nouvelles du droit», *Právník* vol 72 (1933), pp.617-630.
«Une fuite dans les institutions de paix. Le libre jeu des repréailles et l'embargo punitif sur les marchandises», Article en deux parties, *Revue de l'Université de Lyon* vol 6 (1933), pp.471-490 et vol.7 (1934), pp.21-67.

1934 – «Le rôle d'un Congrès international de Droit Comparé en l'an 1931», Rapport présenté par E.Lambert à la séance solennelle de l'Académie internationale de droit comparé, La Haye 1^{er} août 1929 sous la présidence de M. Antonio S. Bustamente", *Mémoires de l'Académie internationale de Droit Comparé*, Tome II première partie, Paris Librairie du Recueil Sirey, 1934, pp.461-480

1935 – «Le contrôle de la constitutionnalité des lois. Le juge de la constitutionnalité», *Encyclopédie française*, sous la direction de Lucien Febvre, Paris, Comité de l'Encyclopédie française 1935, vol10A : *L'État moderne*, fasc. 10.63, pp. 3-7.

1936 – *Les embarqs sur l'importation et l'exportation des marchandises. Leurs effets sur les contrats en cours. Sanctions collectives et repréailles individuelles*, Collection de la Bibliothèque de l'Institut de droit comparé série centrale Tome 40, Paris, LGDJ, 1936. 87 pp.

«Le Recueil International de la Jurisprudence de Travail» *Bulletin de la Société de Législation Comparée* vol 65 (1936) pp.354-360.

«Préface», in André Magnillat: *Conventions collectives de travail et arbitrage. Leurs aspects pratiques. Essai. Aux patrons, aux ouvriers*, Paris, LGDJ, Novembre 1936, 31 pp.

1937 – «Avertissement au lecteur», in H. Mankiewicz: *La conception national-socialiste du sens de la vie et du monde (Weltanschauung). Son rôle - Ce qu'elle travaille à détruire*, coll Publication de l'Institut droit comparé de Lyon sur le national socialisme allemand, ses doctrines et leurs réalisations Tome 1 (collection qui ne contient qu'un seul tome), Paris, LGDJ, 1937. xxiv+248 pp. : pp. 1-113 et 114-248.

1938 – «L'esprit oriental des travaux de l'École française de droit de Beyrouth», *Livre du vingt-cinquième anniversaire de l'École française de Droit de Beyrouth. Mélanges à la mémoire de Paul Huvelin*, Paris, Recueil Sirey, 1938, pp. 175-187
«Préface» in Émile Tyan: *Histoire de l'organisation judiciaire en Pays d'Islam*, Tome I, coll. Annales de l'Université de Lyon, Paris, Librairie du Recueil Sirey 1938. xvi+530 pp.

1939 – «Activité des centres de Droit comparé. Notice sur le nouvel Institut de Droit Comparé de Córdoba», *Bulletin de l'Institut de Droit Comparé* 2 (1939), pp.69-72.

1940 – «Objet et contenu de ce numéro du Bulletin de l'Institut de Droit Comparé de Lyon», *Bulletin de l'Institut de Droit Comparé de Lyon* 3 (1940), pp.1-20.

«L'emploi du Droit Comparé dans le Droit et l'Économie administratifs. Contribution ibéro-américaine à son étude», *Bulletin de l'Institut de Droit Comparé de Lyon* 3 (1940), 71-86.

«El Instituto de derecho comparado de Córdoba», in Alberto M. Justo, *Perspectiva de un programa de derecho comparado*, Buenos Aires, El Ateneo, 1940, pp. 57- 63.

1941 – «Common law et droit civil. Leurs branches Américaines. L'étude comparative de ces branches», *Bulletin de l'Institut de Droit Comparé de Lyon* 4 (1941), pp.1-89.

4.5. Site web



Ouvert le 1^{er} septembre 2012 et hébergé par le serveur de l'Université Jean Moulin Lyon 3, notre site web présente la double particularité d'être **trilingue** (français, allemand, anglais) et d'avoir été **financé par les contributions** de chacun des quatre centres de recherche de l'Équipe : il constitue un portail fédératif, présentant les projets et activités scientifiques de l'Équipe et de ses membres, enseignants-chercheurs et doctorants.

1. Nombre cumulé de visites (1^{er} septembre 2012 – 31 décembre 2014) :

2012 (4 ^e trim.)	2013	2014	Nbre cumulé de visites (01/09/12 – 31/12/14)
1 314 visites 839 visiteurs uniques	4 921 visites 3 748 visiteurs uniques	4 264 visites 3 218 visiteurs uniques	10 499 visites 7 765 visiteurs uniques

2. Sources des visites (données cumulées depuis le 1^{er} sept. 2012)² : 118 sources (113 en 2013)

Google	47,42 % des visites
Direct	23,55 % des visites
EDD – UJML3	8,85 % des visites
Google France	7,49 % des visites
UJML3	3,49 % des visites
Autres sources	9,20 % des visites

3. Origine géographique des visites (d. cumulées depuis le 1^{er} sept. 2012) : 113 pays (91 en 2013)

France	76,02 % des visites
Italie	2,02 % des visites
Allemagne	1,66 % des visites
Suisse	1,62 % des visites
Algérie	1,43 % des visites
Autres pays	17,25 % des visites

4. Répartition des visites depuis la création du site (d. cumulées depuis le 1^{er} sept. 2012) :

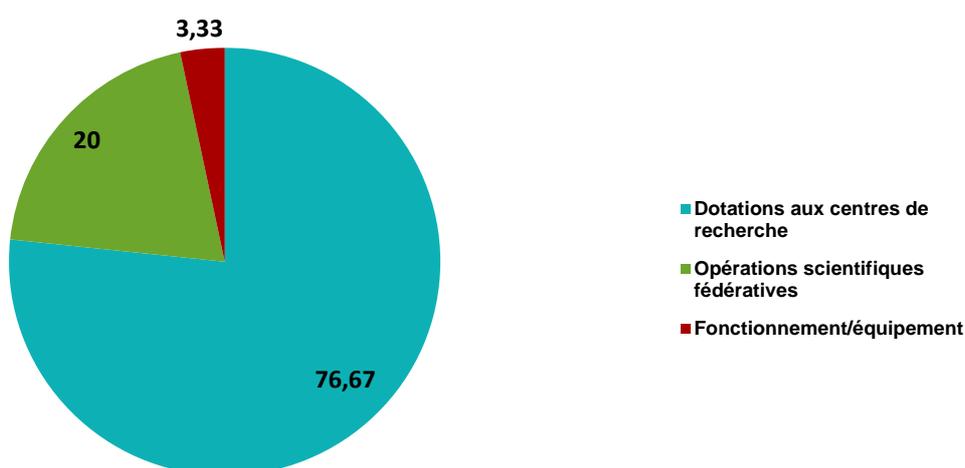
Accueil	19,73 % des visites
Présentation EDIEC	6,03 % des visites
CDI	5,90 % des visites
Recherche EDIEC	4,85 % des visites
IDCEL	4,35 % des visites
Autres pages	63,99 % des visites

² Toutes les données statistiques exploitées par cette rubrique ont été générées par *Google Analytics*.

4.6. Moyens financiers (budget primitif 2015)

L'EDIEC verse 76,67 % de sa dotation MESR aux centres qui la composent pour leur activité scientifique et consacre 21 à 23 % de sa dotation à des **opérations scientifiques fédératives**, c'est-à-dire intéressant deux, trois ou la totalité de ses quatre centres de recherche (le Centre de droit international, le Centre d'études européennes, le Centre de recherche sur le droit international privé et l'Institut de droit comparé Édouard Lambert), en apportant notamment son soutien financier aux colloques, journées d'études, séminaires et conférences qu'ils organisent et à son **fonctionnement** (prise en charge de ses dépenses propres et de dépenses supportées par le CEE).

Postes de dépenses en pourcentage du budget total de l'Équipe (budget primitif 2015) :



ANNEXES

ORGANIGRAMME DE L'ÉQUIPE
MEMBRES STATUTAIRES AU 31/12/2014

Équipe de droit international, européen et comparé (EDIEC, EA 4185)

Directrice : **Frédérique Ferrand**, Professeur des universités, Agrégée de droit privé, Membre de l'Institut universitaire de France
Responsable administrative : **Véronique Gervasoni**

CDI

Directeur : **Stéphane Doumbé-Billé**, Professeur des universités, Agrégé de droit public

Enseignants-chercheurs :
Sandrine Cortembert, Maître de conférences
Hélène Hamant, Maître de conférences
Kiara Neri, Maître de conférences

CREDIP

Directeur : **Cyril Nourissat**, Professeur des universités, Agrégé de droit privé
Responsable administrative : **V. Gervasoni**

Enseignants-chercheurs :
Jean-Sylvestre Bergé, Professeur des universités, Agrégé de droit privé
Nicolas Bouche, Maître de conférences HDR
Blandine de Clavière, Maître de conférences
Alain Devers, Maître de conférences HDR
Malik Laazouzi, Professeur des universités, Agrégé de droit privé
Gérard Ngoumtsa Anou, Maître de conférences
Édouard Treppoz, Professeur des universités, Agrégé de droit privé

CEE

Directeur : Prof. **Michaël Karpenschif**, Professeur des universités, Agrégé de droit public
Directrice adjointe : **Christine Ferrari-Breuer**, Maître de conférences HDR en droit public
Responsable administrative : **V. Gervasoni**

Enseignants-chercheurs :
Mathieu Cardon, Maître de conférences en droit public
Éric Carpano, Professeur des universités, Agrégé de droit public
Thierry Debard, Professeur des universités, Agrégé de droit public
Bernadette Le Baut-Ferrarese, Maître de conférences HDR en droit public
Efthymia Lekkou, Maître de conférences en droit public
Gaëlle Marti, Professeur des universités, Agrégée de droit public
Jean-Pierre Viennois, Professeur des universités, Agrégé de droit privé
Florence Zampini, Maître de conférences HDR en droit public

IDCEL

Directrice : **Frédérique Ferrand**, Professeur des universités, Agrégée de droit privé
Directrice adjointe : **Laurence Francoz Terminal**, Maître de conférences en droit privé

Responsable administrative (Manu) : **Gabriela Condis**
Documentaliste (Quais) : **Nicolas Couturier**

Enseignants-chercheurs :
Blanche Sousi, Professeur des universités, Chaire Jean Monnet Droit bancaire et monétaire européen

STATUTS DE L'ÉQUIPE

Article 1^{er}

Il est créé, au sein de la Faculté de Droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3, une **Équipe de droit international, européen et comparé (EDIEC, EA n°4185)**, au statut d'Équipe de recherche.

Article 2 – Objet

Cette Équipe a pour objet, d'une part, d'initier toute démarche scientifique permettant de fédérer les différents centres de recherche constitutifs de ladite équipe, d'autre part, de développer toute forme de coopération avec d'autres équipes de recherches en France et à l'étranger et, enfin, de procéder à toute les études et activités pouvant relever du champ des droits international, européen et comparé soit directement soit en partenariat avec d'autres Équipes ou Centres de recherche. Cette démarche fédérative n'est pas exclusive de la possibilité pour chaque Centre de recherche adhérent de développer ses propres thématiques de recherche tout en recherchant autant que faire se peut à y associer les autres Centres dans le cadre de l'Équipe.

Article 3 – Missions

L'Équipe assure une mission de gestion générale des activités de recherche afférentes dans le cadre du contrat de recherche pour lequel l'Université Jean Moulin Lyon 3 a obtenu une habilitation ministérielle.

Elle coordonne la politique scientifique des différents Centres de recherche qui en sont membres. Cette coordination ne remet pas en cause les besoins spécifiques à chaque Centre adhérent, tels qu'ils ont pu être définis par leur conseil d'administration et/ou scientifique respectifs, liés notamment à des programmes de recherche qui leur sont propres.

Article 4 – Centres membres de l'EDIEC

L'Équipe comprend quatre centres de recherche : le Centre de droit international (CDI), le Centre d'Études Européennes (CEE), le Centre de recherche en droit international privé (CREDIP) et l'Institut de droit comparé Édouard Lambert (IDCEL), qui fédèrent un ensemble de chercheurs et d'enseignants-chercheurs appartenant ou non à l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Une majorité qualifiée des trois quarts des Centres de l'Équipe est requise pour l'adhésion d'un nouveau Centre de recherche à l'Équipe, chaque Centre exprimant sa position selon les modalités propres à ses statuts.

Une majorité qualifiée des trois quarts des Centres de l'Équipe est également requise pour l'adhésion d'un enseignant-chercheur comme membre titulaire ou associé de l'Équipe.

Article 5 – Administration

L'Équipe est animée par un Directeur (une Directrice), nommé(e) pour cinq ans par le Président de l'Université Jean Moulin Lyon 3 sur proposition du Doyen de la Faculté de droit, après avis des responsables des Centres de recherche constitutifs de l'Équipe. Il ou elle est choisi(e) parmi les enseignants de la Faculté de Droit membres de l'Équipe.

Article 6 – Conseil scientifique et de gestion

L'Équipe est animée tant sur le plan scientifique que sur le terrain de la gestion par un Conseil scientifique et de gestion constitué du Directeur (de la Directrice) de l'Équipe ainsi que du Directeur (de la Directrice) de chacun des Centres de recherches membres de l'Équipe, d'un représentant des doctorants rattachés à l'Équipe et à un de ses Centres, du Directeur (de la Directrice) de l'École doctorale de droit, du Doyen de la Faculté de droit ou de son représentant et du Vice-président de l'Université chargé de la recherche ou de son représentant.

Ce Conseil se réunit au moins une fois par an sur convocation du Directeur (de la Directrice) de l'Équipe. Il se réunit également à la demande du Doyen de la Faculté de Droit ou du Vice-président

de l'université chargé de la recherche, ou sur demande de la majorité des directeurs des Centres rattachés, sur un ordre du jour préalablement établi.

Article 7 – Budget

Les recettes de l'Équipe sont constituées par les crédits de recherche affectés et issus du contrat de recherche liant l'État à l'Université Jean Moulin Lyon 3 et de toute autre ressource publique ou privée qu'elle pourrait tirer de ses activités et de toute autre forme de soutien. Il appartiendra à son Conseil scientifique et de gestion d'en décider l'affectation chaque année en distinguant :

1° les sommes affectées à la gestion générale, à la mutualisation des moyens et équipements et à des actions scientifiques « fédérales », et

2° les sommes destinées aux activités propres des Centres de recherche.

Cette compétence ne remet pas en cause l'affectation des moyens matériels et financiers spécifiques dont les centres adhérents pourraient être bénéficiaires dans le cadre de contrats de recherche ou de subventions les concernant.

Un bilan annuel est établi et présenté au Conseil scientifique et de gestion ainsi qu'à la Faculté de Droit.

Article 8 – Adhésion

L'Équipe peut demander à pouvoir appartenir à d'autres institutions de recherche locales, nationales ou internationales sous couvert de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Elle inscrit sa démarche scientifique dans le cadre du PRES Université de Lyon en favorisant tout partenariat avec les Équipes et Centres de recherche des Universités Jean Monnet de Saint-Étienne et Lumière – Lyon 2.

Elle peut aussi intégrer différents réseaux scientifiques gérés nationalement.

Article 9 – Liaison avec l'enseignement

L'Équipe développe toute activité (conférences thématiques, journées d'études...) pouvant venir en appui aux différents Masters relevant du champ du droit international, européen ou comparé. Elle assiste également les doctorants dans le cadre d'activités similaires (conférences de thèses, séminaires de méthodologie...).

Article 10 – Approbation et modification des statuts

Les présents statuts sont soumis pour approbation au Conseil de la Faculté de Droit, puis, en cas d'approbation, aux conseils compétents de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Les présents statuts peuvent être modifiés sur approbation du Conseil scientifique et de gestion de l'Équipe à l'initiative de son Directeur (de la Directrice) ou de l'un des responsables des Centres de recherche adhérents, puis selon les modalités énoncées à l'alinéa premier pour leur approbation.

Article 11 – Dissolution de l'Équipe

Il peut être mis fin aux activités de la présente Équipe à l'initiative du Directeur (de la Directrice) ou de la majorité des responsables de Centres, sur décision unanime de son Conseil scientifique et de gestion, et après approbation des instances compétentes de l'Université (Conseil de la Faculté de droit, Conseils scientifique et administratif de l'Université Jean Moulin Lyon 3).

ENSEIGNANTS-CHERCHEURS ET DOCTORANTS MEMBRES DU CENTRE DE DROIT INTERNATIONAL (CDI)

Enseignants-chercheurs :

Stéphane DOUMBÉ-BILLÉ, Professeur des universités, Agrégé de droit public, Directeur.

Sandrine CORTEMBERT, Maître de conférences en droit public.

Hélène HAMANT, Maître de conférences en droit public.

Kiara NERI, Maître de conférences en droit public.

Enseignants-chercheurs associés :

Gérard AIVO, Docteur en droit, Enseignant-chercheur, Université d'Abomey-Calavi (Bénin).

Albane GESLIN, Professeur des universités, Agrégée de droit public, Sciences Po Lyon.

Docteurs / ATER / Doctorants :

Steven AGBELESSI

Ayham ALATA, Docteur en droit

Zied AYARI

Nassira BELBAL

Maria BOUTROS ABD-EL-NOUR

Alexandra CUENIN

Baba Hamady DEME, Docteur en droit

Jean Bosco ESSOH, Docteur en droit

Margerie FARRE-MALAVAL, Docteur en droit

Khadiga HAFEZ

Liliana HAQUIN SAENZ

Mehtap KAYGUSUZ

Frédérique LOZANORIOS, Docteur en droit

Mariana LUNCA, Docteur en droit

Caroline MIGAZZI

Guy-Fleury NTWARY, Docteur en droit.

Moussa OUOBA

Françoise PACCAUD, ATER

Anna Maria SMOLINSKA, Docteur en droit

Lourdes SULEIMAN, Docteur en droit,
ATER

Francesca VARVELLO, Docteur associé

Centre de Recherche sur le Droit International Privé (CREDIP)

Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit – EDIEC
15 quai Claude Bernard – BP 0638 – F-69239 Lyon Cedex 02
Tél. : ++ 00 / (33) 4 78 78 72 51 / Fax : ++ 00 / (33) 4 78 78 74 66
Courriel : credip@univ-lyon3.fr
Page web : <http://ediec.univ-lyon3.fr/recherche/centres-de-recherche/le-centre-de-recherche-sur-le-droit-international-privé>



ENSEIGNANTS-CHERCHEURS ET DOCTORANTS

MEMBRES DU CENTRE DE RECHERCHE SUR LE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ (CREDIP)

Enseignants-chercheurs :

Cyril NOURISSAT, Professeur des universités, Agrégé de droit privé, Directeur.

Jean-Sylvestre BERGÉ, Professeur des universités, Agrégé de droit privé.

Nicolas BOUCHE, Maître de conférences en droit privé, HDR.

Blandine de CLAVIÈRE, Maître de conférences en droit privé.

Alain DEVERS, Maître de conférences en droit privé, HDR.

Malik LAZOUZI, Professeur des universités, Agrégé de droit privé.

Gérard NGOUMTSA ANOU, Maître de conférences en droit privé.

Édouard TREPOZ, Professeur des universités, Agrégé de droit privé.

Enseignants-chercheurs **associés** au CREDIP :

Louis d'AVOUT, Professeur des universités, Agrégé de droit privé, Université Paris 2 – Panthéon-Assas.

Docteurs / ATER / Doctorants :

Rim ACHOUR

Golshid ARDEHALI, Docteur en droit

Dimitri BELOT

Stéphanie BORREL, Doctorante associée

Cécile CORSO

Francois-Henri DÉSERABLE

Aline EL SAYED

Sherif ELATAFY, Docteur en droit

Xiaoyuan GAO

Bérengère GREIL

Pamela GUICHARD

Charlotte HOURMAT

Olivier Raymond HUBERT

Theofanis KARDIMIS

Jérémy LHADI

Charles-Édouard LOIRET

Blanche de LA MURE

Céline MOILLE, Docteur en droit

Monique NGO BAGAL

Dinh Thuy Huong NGUYEN

Amélie PANET, Docteur en droit, Post-doc
Univ. de Liège

Bianca PASCALE

Cécile PELLEGRINI, Docteur en droit, Post-
doc Univ. De Luxembourg

Sotheavireak RA, Docteur en droit

Colin REYDELLET, Doctorant contractuel

Ernest Octave SABINO

Seyed Abbas SEYEDI ARANI, Docteur en
droit

Sami SERAGEL DIN

Pikol SIENG, Docteur en droit

Sokunchivy SOK

Wladimir SOLTMANN

Amygdalia THOMADAKI.

Centre d'Études Européennes (CEE)

Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit – EDIEC
15 quai Claude Bernard – BP 0638 – F-69239 Lyon Cedex 02
Tél. : ++ 00 / (33) 4 78 78 72 51 / Fax : ++ 00 / (33) 4 78 78 74 66
Courriel : cee@univ-lyon3.fr / Page web : <http://cee.univ-lyon3.fr>



ENSEIGNANTS-CHERCHEURS ET DOCTORANTS

MEMBRES DU CENTRE D'ÉTUDES EUROPÉENNES (CEE)

Enseignants-chercheurs :

Michaël KARPENSCHIF, Professeur des universités, Agrégé de droit public, Directeur.

Mathieu CARDON, Maître de conférences en droit public.

Éric CARPANO, Professeur des universités, Agrégé de droit public.

Thierry DEBARD, Professeur des universités, Agrégé de droit public.

Christine FERRARI-BREEUR, Maître de conférences en droit public, HDR, Directrice adjointe.

Bernadette LE BAUT-FERRARESE, Maître de conférences en droit public, HDR.

Efthymia LEKKOU, Maître de conférences en droit public.

Gaëlle MARTI, Professeur des universités, Agrégée de droit public.

Jean-Pierre VIENNOIS, Professeur des universités, Agrégé de droit privé.

Florence ZAMPINI, Maître de conférences en droit public, HDR.

Enseignants-chercheurs associés au CEE :

Sébastien ADALID, Maître de conférences en droit public, Université Paris-Est Créteil.

Jean-Sylvestre BERGÉ, Professeur des universités, Agrégé de droit privé (EDIEC-CREDIP).

Panayotis SOLDATOS, Professeur émérite de l'Université de Montréal, Chaire Jean Monnet *ad personam* à l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Hélène SURREL, Professeur des universités, Sciences Po Lyon.

Dimitrios VOUGIOUKAS, Docteur en droit, Avocat au Barreau d'Athènes, Enseignant agrégé à l'Université Paris 13/Id'EF d'Athènes (<http://www.ideal.gr/ideffr/ideal.htm>).

Melchior WATHELET, Avocat général à la Cour de justice de l'Union.

Docteurs / ATER / Doctorants :

Anouche ARABAGHIAN

Eleni ARTEMIOU

Marc AUGOYARD, Docteur en droit

Saïd BENARBIA

Toufik BENIDIR

Béline BENZAQUEN

Léonie CHABAUD

Gaëlle COGNET

Mathieu COMBET, Docteur en droit

Antoine DESFORGES, ATER

Endza DJIERDJIAN

Gilles Landry DOSSAN

Étienne DURAND

Julie GRANGEON, Doctorante contractuelle

Chloé JOUTEUX

Fabrice JURY, Doctorant contractuel

Panagiota KATSORCHI

Péter KRUSZLICZ

Benoît LAWU KIFWENKELWA

Rajendranuth LOLJEEH

Myriam LOUGRAIDA

Monika MKHITARYAN

Evgeniya PETROVA ép. EME

Juliette PROUTEAU

Karima RAMI

Loïc ROBERT, Docteur en droit

Aminata SONKO

Abdoulaye SOW

Aurélie WATTECAMPS.

Institut de Droit Comparé Édouard Lambert (IDCEL)

Service Scolarité (Gabriela CONDIS)

Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit – EDIEC
6 cours Albert Thomas – BP 8242 – 69355 Lyon Cedex 08
Tél. : ++ 00 / (33) 4 78 78 70 58 / Fax : ++ 00 / (33) 4 78 78 75 00
Courriel : fdc@univ-lyon3.fr / Site web : <http://idcel.univ-lyon3.fr>



Institut de droit comparé Édouard Lambert (IDCEL)

Bibliothèque (Nicolas COUTURIER)

Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit – EDIEC
15 quai Claude Bernard – BP 0638 – F-69239 Lyon Cedex 02
Tél. : ++ 00 / (33) 4 78 78 71 94
Courriel : bidc@univ-lyon3.fr / Site web : <http://idcel.univ-lyon3.fr>

ENSEIGNANTS-CHERCHEURS ET DOCTORANTS

MEMBRES DE L'INSTITUT DE DROIT COMPARÉ ÉDOUARD LAMBERT (IDCEL)

Enseignants-chercheurs :

Frédérique FERRAND, Professeur des universités, Agrégée de droit privé, Directrice.

Laurence FRANCOZ TERMINAL, Maître de conférences en droit privé, Directrice adjointe.

Blanche SOUSI, Professeur des universités, Chaire Jean Monnet Droit bancaire et monétaire européen (créée *ad personam* en 1999), Directeur du [Centre Européen de Recherches en Banque et Finance](#).

Enseignants-chercheurs associés à l'IDCEL :

Béatrice JALUZOT, Maître de conférences en droit privé, HDR, Sciences Po Lyon.

Docteurs / ATER / Doctorants :

Maxime BARBA

Elie BEYROUTHY

Adi BROVINA

Rui CHENG, Docteur en droit

Julie COURTOIS

Nicolas COUTURIER

Ratha LIM

Dyonisia MOUZAKI

Federica PORCELLI

Sylvio QUINCEY

Karim RIBAHY, Docteur en droit

Marie-France ROBIN BIGARD.



NOUS SUIVRE SUR LE WEB :

EDIEC, Équipe de droit international, européen et comparé : <http://ediec.univ-lyon3.fr>

CDI, Centre de droit international : <http://cdi.lyon3.free.fr>

CEE, Centre d'études européennes : <http://cee.univ-lyon3.fr>

CREDIP, Centre de recherche sur le droit international privé :

<http://ediec.univ-lyon3.fr/recherche/centres-de-recherche/le-centre-de-recherche-sur-le-droit-international-prive>

Institut de droit comparé Édouard Lambert : <http://idcel.univ-lyon3.fr>

EN SAVOIR PLUS SUR NOS ACTIVITÉS :

Publications : <http://ediec.univ-lyon3.fr/publications>

Bilans : <http://ediec.univ-lyon3.fr/presentation/rapports-dactivite>

Évaluations : http://ediec.univ-lyon3.fr/fileadmin/medias/Documents_EDIEC/EVAL-0692437Z-S2110043848-UR-RAPPORT.pdf

Blogs :

- **Le blog de Blanche Sousi, IDCEL** : <http://banque-notes.eu>
- **Le blog de Jean-Sylvestre Bergé, CREDIP + CEE** : <http://www.universitates.eu/jsberge>

Directrice de publication : Frédérique Ferrand, Professeur des universités, Agrégée de droit privé, Directrice de l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé, Directrice de l'Institut de Droit Comparé Édouard Lambert, Membre de l'Institut Universitaire de France | **Réalisation, édition, photographies (sauf mention expresse)** : Véronique Gervasoni, Ingénieur d'études, Responsable administrative et responsable d'édition de l'EDIEC.

Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit

Équipe de droit international, européen et comparé – EDIEC, EA n° 4185

15 quai Claude Bernard, BP 0638, 69239 Lyon Cedex 02

BP 0638 – 69239 Lyon Cedex 02 – **Tél.** : ++ 00 / 33 478 787 251 – **Fax** : ++ 00 / 33 478 787 466

Courriel : ediec@univ-lyon3.fr – **Web** : <http://ediec.univ-lyon3.fr>

